

Pole Institute

Institut Interculturel dans la Région des Grands Lacs

Etude quantitative pour établir la cartographie des préoccupations et des besoins spécifiques au sein des femmes et des jeunes vulnérables et/ou affectés par des conflits dans leurs milieux

Dossier

Mai 2015

POLE INSTITUTE

Pole Institute est un Institut Interculturel dans la Région des Grands Lacs.

Son siège est basé à Goma, à Est de la RDC. Il est né du défi que s'est imposé un groupe de personnes du Nord et du Sud-Kivu (RDC) de croiser leurs regards dans un contexte de crise émaillé de beaucoup d'événements malheureux, caractérisé par des cycles de violences, de pauvreté, de mauvaise gouvernance, et de l'insécurité.

En conséquence, **Pole Institute** se veut un espace de :

- analyse et recherche autour des grands défis locaux et leurs implications nationales, régionales et internationales (pauvreté exacerbée, violences sociales, fractures ethniques, absence de repères, culture de l'impunité, etc.)
- analyse et renforcement des stratégies de survie des populations dans un contexte de guerre et de crise prolongée
- analyse des économies de guerre pour dégager des pistes de renforcement des populations locales et de leurs activités économiques
- recherche-action-lobbying en partenariat avec des organismes locaux, régionaux et internationaux.

Finalité et but :

Faire évoluer des sociétés dignes et non exclusives dans lesquelles agissent des personnes et des peuples libres en vue de contribuer à :

- la construction d'une SOCIÉTÉ dans laquelle chacun trouve sa place et redécouvre l'autre par le développement d'une culture de négociation permanente et l'identification des valeurs positives communes ;
- la formation d'un type nouveau de PERSONNE indépendante d'esprit enracinée dans son identité tout en étant ouverte au monde.

Politique :

- Initier, développer, renforcer et vulgariser les idées avant-gardistes en matière de paix, de reconstruction et de cohabitation des populations vivant en zones de crise.
- Initier l'émergence d'une culture de négociation (contre une culture de la mort) basée sur les intérêts des uns et des autres.

Dossier

Editeur responsable : Pole Institute
Directeur de publication : Aloys Tegera
Rédacteur en chef : Onesphore Sematumba

Comité de rédaction : Aloys Tegera
Jean-Pierre Kabirigi
Onesphore Sematumba
Nene Morisho

Pole Institute
Avenue Alindi n°289, Quartier Himbi I
Ville de Goma / Nord-Kivu
B.P. 72 Goma (RDC) / B.P. 355 Gisenyi (Rwanda)
Tél.: (00243) 99 86 77 192 / (00243) 99 72 52 216 / (00250)788 51 35 31
Web site: www.pole-institute.org
E-mail : poleinst@free.fr

© Pole Institute, 2015.

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés pour tous les pays

Table de Matières

1. Introduction.....	4
1.1. Bref historique sur les conflits au Nord Kivu.....	6
1.2. Méthodologie.....	8
2. Présentation des résultats de l'enquête.....	9
2.1. Brève présentation de la ville Goma, des localités de Rutshuru et de Goma.....	9
2.2. Profil des enquêtés.....	11
2.3. Les causes des conflits.....	13
2.4. Les causes externes aux conflits.....	14
2.5. Les causes internes.....	16
2.6. Les causes économiques.....	23
2.7. Les conflits fonciers.....	28
2.7.1. <i>Du rôle des acteurs dans les conflits fonciers.....</i>	<i>34</i>
2.7.2. <i>Rôle des acteurs nationaux et internationaux dans les conflits au Nord Kivu.....</i>	<i>36</i>
2.7.3. <i>Acteurs nationaux.....</i>	<i>36</i>
2.7.4. <i>Acteurs internationaux.....</i>	<i>42</i>
2.8. Conséquences des conflits armés dans la province du Nord Kivu	43
2.9. L'appréciation des conséquences des différentes causes des conflits par les populations.....	51
2.9.1. <i>Conséquences des causes internes.....</i>	<i>51</i>
2.9.2. <i>Conséquences des causes internes.....</i>	<i>52</i>
2.9.2.1. <i>Effets de causes politiques.....</i>	<i>52</i>
2.9.2.2. <i>Effets de causes économiques des conflits.....</i>	<i>53</i>
Conclusion.....	54
Bibliographie.....	57

1. Introduction

Depuis plus de deux décennies, la RDC traverse une situation politique très instable dont les conséquences sur le plan économiques et sociales sont incalculables. La province la plus touchée par ces conflits est le Nord Kivu. En effet, la province du Nord Kivu est au cœur des conflits armés en RDC. La plupart des conflits majeurs ont pris naissance dans cette province. Un rapport de l'Institut de la Vallée du Rift (2012) démontre que les signes précurseurs de l'instabilité à l'Est de la RDC sont apparus dans cette province avec les violences interethniques au début des années 1990 et c'est toujours dans cette province que les obstacles les plus importants à la stabilité du pays persistent.

L'instabilité au Nord Kivu commence réellement vers les années 1990 et a été exacerbée avec la présence permanente des plusieurs milices nationales (ex : les nationalistes Mai Mai, le M23, le CNDP) et étrangères (FDLR). Les conflits armés affectent surtout les milieux ruraux, en particulier les territoires de Masisi et Rutshuru et beaucoup plus récemment celui de Lubero (la ville de Beni et ses environs), entraînant le déplacement de plusieurs milliers de personnes. Prenant l'exemple du territoire de Masisi, les projections faites en 2002 estimaient que la population totale se situerait autour de 799000 habitants. Mais à cette période, seulement 370880 habitants vivaient dans ce territoire.

Dans la mesure où ces trois territoires figurent parmi les plus grands producteurs de produits agricoles, les conflits armés récurrents ont premièrement affecté la production agricole et la disponibilité de ces produits dans des grandes villes comme Goma qui s'approvisionnaient principalement à partir de ces territoires. Un rapport du PNUD (2004) démontre par exemple qu'à cause de la guerre la production de haricot, maïs, sorgho, bovins, ovins et caprins a sensiblement diminué durant toute la période instable que la province a connue.

Les zones ayant l'objet de cette étude sont frontalières au Rwanda et ont donc connu l'immigration des populations des pays voisins. Ainsi

depuis plusieurs décennies, les populations qui se considèrent comme autochtones (Nande, Hunde, Nyanga) se disputent le contrôle de terres de ces zones et le pouvoir avec les populations considérées comme allochtones (Tutsi et Hutu). Les élites locales de ces différentes communautés, à la recherche d'un positionnement politique, jouent un rôle important dans la prolifération de ces conflits qui sont du reste renforcés par le faible développement économique et le manque des opportunités d'emplois pour les jeunes qui sont donc facilement recrutés par les groupes armés.

Dans l'analyse des causes conflits, un accent particulier a été mis sur les conflits fonciers car nos enquêtes et plusieurs études ont démontré que la compétition foncière entre individus et communautés est l'une des causes les plus importantes des conflits armés et ethniques au Nord Kivu.

Outre la problématique foncière, le boom minier, en particulier celui du Coltan et de la Cassitérite, et les revenus qu'il génère est aussi présenté comme l'une de causes importantes de conflits au Nord Kivu. Ces revenus colossaux profitant aux hommes armés laissent croire qu'il y a très peu de chance que ces derniers abandonnent une industrie aussi lucrative, dans un contexte où le chômage a atteint des proportions très inquiétantes et d'un Etat qui a pratiquement cessé d'exercer son influence dans les zones rurales. Le contrôle des mines entraîne alors des violentes disputes entre groupes armés et parfois entre groupes armés et l'armée nationale.

La question que se posent la plupart d'acteurs qui militent pour la paix au Nord Kivu est celle de savoir pourquoi les différentes initiatives de paix (accords de paix entre la RDC et les autres pays de la région et entre la RDC et les différents groupes armés) ont été incapables de pacifier cette province alors que d'autres provinces jadis aussi instables que le Nord Kivu (par exemple Ituri, Nord Katanga) se sont stabilisées grâce à ces initiatives. L'échec de ces initiatives pour la paix dans le Nord Kivu est attribué à une combinaison des facteurs comme l'instabilité des pays voisins, les séquelles du génocide rwandais, le foncier, les divisions identitaires, l'impunité, les luttes pour le pouvoir, la corruption, la faiblesse de l'Etat, etc. Les conflits armés dans la province du Nord Kivu ont donc

des causes de natures très variées et complexes. Ces causes peuvent être internes ou externes, et de nature aussi économiques, politiques, identitaires, locales ou internationales.

Devant l'échec de plusieurs initiatives de pacification de cette province, il est plus que pertinent de se pencher sur une analyse approfondie des causes réelles des conflits qui déchirent cette province et de mener une réflexion sur leurs conséquences économiques et sociales. Cette étude s'inscrit dans cette perspective et s'est fixé comme objectif principal d'identifier les causes, les conséquences et les acteurs clés dans les conflits au Nord Kivu.

Outre l'introduction générale, ce rapport présente dans la section deux la méthodologie utilisée pour collecter les données nécessaires à la rédaction de ce rapport. La section trois présente les résultats de l'étude, en se focalisant beaucoup plus sur la présentation des zones de l'étude, le rôle des différents acteurs dans les conflits, les causes et les conséquences des conflits. La section quatre conclut l'étude et présente quelques recommandations.

1.1. Bref historique sur les conflits au Nord Kivu

Des études sur l'historique des conflits à l'Est de la RDC sont légion. Il n'est pas question dans cette recherche de donner des détails des conflits armés en RDC et au Nord Kivu en particulier, mais de présenter de la chronologie des grands moments dans l'histoire des conflits au Nord Kivu. Soulignons de prime à bord que les violences à l'Est de la RDC ne sont pas un phénomène récent. Stearns (2012) qui, donnant un exemple des conflits avant l'indépendance, explique comment les marchands swahilis se sont livrés à des razzias jusque dans le Masisi et Walikale vers les années 1890.

Les conflits d'avant l'indépendance et ceux qui survinrent juste après ont été principalement causés par les divisions identitaires, surtout entre Hutu et Tutsi ou entre ces deux communautés, considérées comme étrangers et immigrants, et les autres groupes ethniques qui se considèrent comme autochtones.

Les conflits récents commencent dans les années 1990 avec la politique de « Géopolitique » de Mobutu consistant à nommer les

autochtones à des postes provinciaux importants. C'est dans ce contexte que la «Guerre de Masisi», a éclaté en 1993 opposant les Hunde et Nyanga aux populations d'expression rwandaise, en particulier les Hutu. Entre 6 000 et 15 000 personnes furent tuées et 250 000 autres déplacées dans la province (Stearns, 2012).

Avec la guerre du Rwanda de 1994 et la fuite vers la RDC de plus d'1 millions de rwandais, la situation sécuritaire devient de plus en plus volatile d'autant plus que des milliers de miliciens Interahamwe et des ex FAR étaient postés non loin de la frontière rwandaise. C'est dans ce contexte que va éclater la première grande de la RDC menée par le mouvement AFDL, dirigé par Mr Laurent Désiré Kabila et soutenu par l'Ouganda et le Rwanda, qui voulait en finir avec les Interahamwe et les ex FAR.

Cependant la lune de miel entre les gouvernements rwandais et ougandais et Mr Kabila ne durera pas longtemps. La rupture entre les alliés tombeurs de Mobutu a rapidement conduit le Rwanda et l'Ouganda à soutenir la naissance en 1998 d'un autre mouvement rebelle, le Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD). Cependant, les conflits entre Rwandais et Ougandais a conduit à la scission en 1999 du mouvement rebelle en deux grands mouvements : le RDC ML soutenu par l'Ouganda et dirigé par Mbusa Nyamwisi et opérationnel dans le grand Nord (Lubero et Beni) et le RDC Goma soutenu par le Rwanda.

Cette nouvelle guerre, qui fut plus meurtrière que la précédente, a impliqué plusieurs pays et groupes armés. Selon Stearns (2012), huit nations et environ une vingtaine des groupes armés ont été impliqués dans ce conflit.

Cette guerre prendra fin avec les accords de Sun City en 2002 qui accouchèrent d'une gestion partagée du pays entre les anciens belligérants à travers un système appelé « 1+4 », c'est-à-dire un président de la république et quatre vice-présidents.

Cependant, la fin de guerre et les élections qui suivirent en 2006 ont créé beaucoup de mécontents, en particulier des militaires Tutsi du nom de Laurent Kunda, Jules Mutebisi et Bosco Ntaganda qui, avec quelques autres militaires du RCD et le soutien du Rwanda lancèrent des Mouvements rebelles le CNDP (2006 – 2009) et le M23 (2012 – 2013). Ces mouvements rebelles sont même parvenus à parvenus à

prendre les villes de Goma et Bukavu, mais grâce aux pressions internationales, ils s'y sont toujours retirés après quelques jours.

1.2. Méthodologie

Cette recherche a porté sur la ville de Goma et les territoires de Masisi et Rutshuru. Ces deux derniers ont été choisis à causes de conflits et tensions intercommunautaires récurrents, de la présence permanente des groupes armés qui alimentent ces conflits. Ils constituent donc un terrain d'étude approprié pour une recherche sur les conflits. La ville de Goma est différente de Masisi et Rutshuru en ce sens qu'il est relative stabilisée et les conflits armés et interethniques presque inexistantes.

Le choix de cette ville dans note étude a été justifié par le besoin de connaître les perceptions sur les conflits d'une population vivant dans une zone pacifiée et les comparer à celles d'une population vivant dans les zones encore en proie à l'instabilité.

L'étude s'est basée sur deux sources principales d'information :

- Cette recherche a été essentiellement quantitative. L'équipe de Pole a mené une enquête auprès de 991 individus, dont 399 à Masisi, 301 à Rutshuru et 299 à Goma. Les logiciels Excel et Sphinx ont été utilisés pour le traitement des données quantitatives.
- La revue documentaire a permis de compléter les données par le questionnaire.

2. Présentation des résultats de l'enquête

2.1. Brève présentation de la ville Goma, des localités de Rutshuru et de Goma

Située à l'Est de la RDC, la ville de Goma est le chef lieu de la province du Nord-Kivu et a été créée par ord. n°88-170 du 15 novembre 1988 après le découpage de l'ancienne région du Kivu. Elle comporte deux grandes communes dont les caractéristiques sont présentées dans le tableau ci bas :

Tableau 1: Présentation de la ville de Goma

Communes	Superficie (Km ²)	Quartiers
Goma	33,45	- Katindo - Keshero - Volcan - Mikeno - Lac Vert - Mont Goma
Karisimbi	42,27	- Kahembe - Katoyi - Majengo - Mabanga - Murara - Ndosho - Mugunga

Source : Ministère du Plan, Monographie de la Province du Nord Kivu, Kinshasa, 2005

La population est d'origines diverses. La position géographique et la dynamique commerciale de la ville de Goma, la présence des ONG internationales et les agences onusiennes sont autant d'atouts qui ont attiré beaucoup de populations originaires d'autres personnes. Ce qui explique l'augmentation continue de la population. Il n'existe pas de statistiques officielles sur la population totale de la ville mais beaucoup d'experts s'accordent qu'elle avoisinerait un million d'habitants.

Le territoire de Masisi est situé au Sud de la province de la province du Nord Kivu avec une superficie totale de 4744km². Il est limité au

Nord par le territoire de Walikale, au Sud par le territoire de Kalehe, à l'Est par le territoire de Goma et de Rutshuru et à l'Ouest par la province du sud kivu et le territoire de Walikale. En 2003, sa population était estimée à 673463 habitants dont 179577 femmes, 188604 hommes et 305282 enfants de moins de 15 ans (Ministère du Plan, 2005).

Le Tableau 2 nous donne des informations sur les collectivités composant le territoire de Masisi ainsi que leurs superficies

Tableau 2: Collectivités du territoire de Masisi

Collectivités	Superficie (Km ²)
- Bahunde	1455
- Bashali	1510
- Oso	1449
- Katoyi	330
Total	4744

Le territoire de Rutshuru est une subdivision administrative de la province du Nord-Kivu. Il est issu du découpage territorial de l'ancienne province du Kivu intervenu en 1988. Sa population était estimée à 672835 habitants dont 182154 femmes, 185685 hommes et 304996 enfants de moins de 15 ans (Ministère du Plan, 2005).

Comme pour le territoire de Masisi, le Tableau 3 présente certaines informations sur les collectivités de Rutshuru ainsi que leurs superficies.

Tableau 3 : Collectivités du territoire de Rutshuru

Collectivités	Superficie (Km ²)
- Kiwanja	30
- Bwisha	2709
- Bwito	2550
Total	5289

Alors que Goma est une ville très cosmopolite où plusieurs ethnies se côtoient, Masisi et Rutshuru sont habités essentiellement par les groupes ethniques Hutu, Nande, Hunde, Tembo, Nyanga et Tutsi. Selon un rapport de Search for Common Ground (2012), le climat entre ces groupes ethniques est souvent tendu et se sont déjà affrontés à multiples reprises pour des raisons économiques et

identitaires. La cohabitation n'est donc pas facile L'agriculture et l'élevage à Masisi et Rutshuru et le commerce et le travail rémunérateur à Goma.

Carte géographique de la province du Nord Kivu avec le territoire de Masisi et le territoire de Rutshuru



2.2. Profil des enquêtés

Comme souligné dans la section précédente, la présente étude a été réalisée dans les territoires de Masisi, Rutshuru et dans la ville de Goma. Sur 991 enquêtés, 40,3% sont habitants de Masisi, 30,4% de Rutshuru et 29,3% de Goma. La cible principale de la recherche était les femmes et les jeunes : 59,8% de nos enquêtés étaient de sexe masculin et 41,6% de sexe féminin.

Les résultats de l'étude montrent aussi que la majorité des enquêtés, 54,4% est âgée entre 25 et 45 ans et la plupart d'entre eux ont un niveau d'études secondaires. Cependant, on a constaté que les hommes ont un niveau d'études relativement supérieur à celui des femmes. Par exemples, les résultats de l'étude montrent que plus de

44% et 18% d'hommes ont respectivement un niveau secondaire et universitaire contre seulement 36% des femmes ont un niveau secondaire et 12,1% un niveau universitaire. Par ailleurs, comme le montre le tableau 1, le nombre d'enquêtés ayant un niveau d'éducation élevé est plus important à Goma que dans les autres territoires. Les enquêtés ayant un niveau universitaire représente par exemple 31,6% du nombre total d'enquêtés de Goma contre seulement 7,2% à Masisi et 11,2% à Rutshuru.

Tableau 4 : Tableau croisé entre Niveau d'instruction et territoire

Niveau d'instruction Territoire	Aucun	Primaire	Secondaire	Universitaire	Total
MASISI	69	134	167	29	399
RUTSHURU	43	99	125	34	301
GOMA	27	61	111	92	291
TOTAL	139	294	403	155	991

De manière générale, la majorité des enquêtés à un niveau d'instruction faible, surtout à Masisi et Rutshuru. Ceci s'explique par le fait que le taux de scolarisation dans les zones rurales n'est que de 34,1% au Nord Kivu (Mokonzi et al, 2009).

La majorité des enquêtés vit de l'agriculture, soit 47,4% des enquêtés, suivi du commerce (23,7%), du travail comme employé dans une entreprise privée (19,5%) et enfin comme fonctionnaire (7,8%). Une analyse différenciée des résultats selon les zones d'études montre que c'est à Masisi et Rutshuru où les gens vivent plus de l'agriculture, 57,% à Masisi et 66,8% à Rutshuru (ce qui est normal parce on est dans les milieux ruraux) alors qu'à Goma qui offre plus d'opportunités d'emploi, c'est le commerce et le travail rémunérateur, soit comme employé ou comme fonctionnaire (42% por vivent du commerce et 40% du travail rémunérateur) qui sont les principales sources de revenu des ménages enquêtés.

Quand on demande à la population, quelles sont ses principales préoccupations actuelles, il ressort que la majorité cite la paix et la sécurité (54,8%), suivi du travail (36,2%), de la sécurité alimentaire (22,5%) et du développement (16,5%). Cependant ces

préoccupations sont différentes qu'on est habitant de Goma ou de l'une des deux zones rurales. A Goma par exemple, 38,5% des enquêtés ont comme préoccupation principale le travail alors qu'à Masisi et Rutshuru c'est la paix et la sécurité est sont la préoccupation principales de la population comme démontré dans le Tableau 5.

Tableau 5 : Tableau croisé sources principales du revenu et territoire

Principale source de revenu Territoire	Non réponse	Agriculture et champs	Commerce	Travail comme employé	Fonctionnaire	Total
Masisi	2	230	69	47	51	399
Rutshuru	2	201	43	49	6	301
Commune de Karisimbi	10	16	76	46	8	156
Commune de Goma	2	23	47	51	12	135
Total	16	470	235	193	77	991

2.3. Les causes des conflits

A la question de savoir s'il y a la paix ou non dans leur province, la plupart des enquêtés ont répondu par le négatif, soit 60,3%. Seulement 2,1% ont estimé que leur province est pacifiée.

Tableau 6: Appréciation de la population sur l'insécurité dans la province du Nord Kivu

Y a-t-il la paix dans votre province	Effectif	Fréquence
Non réponse	6	0,6%
Oui	21	2,1%
Non	598	60,3%
Plus ou moins	350	35,3%
Ne sait pas	16	1,6%
Total observation	991	100%

Ce résultat est révélateur du sentiment de la population par rapport à l'insécurité qui sévit dans la province du Nord Kivu et nécessite une analyse approfondie. Dans les lignes qui suivent, nous allons donc nous intéresser aux appréciations de la population locale sur les principales causes de cette insécurité et des différents conflits qui sévissent dans la province.

Nous avons regroupé les causes de conflits en deux grandes catégories :

- Les causes externes aux conflits
- Les causes internes qui ont été éclatées en trois grandes sous causes : Les causes identitaires, les causes économiques et les causes politiques

2.4. Les causes externes aux conflits

La province du Nord Kivu est frontalière au Rwanda, un pays qui a été, au milieu des années 1990, le théâtre d'une des guerres les plus meurtrières du 20^{ème} siècle. Le génocide rwandais s'est soldé par la défaite de l'armée de l'ancien régime du Président Habyarimana et de la fuite de son armée et de la milice Interahamwe vers la RDC, et en particulier vers la province du Nord Kivu où leur présence a été une des source des conflits et des guerres que cette province a été victime depuis presque deux décennies.

Lorsqu'on demande à la population si le génocide rwandais a été la source de conflits dans leur province, la majorité répond par l'affirmatif. En effet, comme le montre le Tableau, plus de 58% de nos enquêtés estiment que l'importance du génocide comme source d'instabilité au Nord Kivu est très élevée. 22% d'entre eux estiment le génocide rwandais joue un rôle élevé dans les conflits au Nord Kivu et 14,3% estiment ce rôle.

Graphique 1: le génocide rwandais comme cause de conflits au Nord Kivu

Génocide Rwandais comme cause de conflits au Nord Kivu	Effectif	Fréquence
Non réponse	4	0,4%
Elevé	218	22%
Très élevé	582	58,7%
Moyen	142	14,3%
Faible	23	2,3%
Très faible	22	2,2%
Total observation	991	100%

Lorsqu'on vérifie si les résultats (cfr Tableau ...) relatifs le rôle du génocide comme source de conflits sont différents selon qu'on habite Rutshuru, Masisi ou Goma, on réalise rapidement que dans les trois zones, plus de 50% des enquêtés pensent que le rôle du génocide rwandais dans l'insécurité au Nord Kivu est très élevé bien que ce pourcentage soit plus élevé à Rutshuru (71,7%) que dans les deux autres zones. Il ya donc un sentiment généralisé au sein de la population, aussi bien rurale qu'urbaine, que les conséquences de ce génocide sur le territoire congolais est une source non négligeable des conflits que l'Est de la RDC traverse depuis plusieurs années.

Graphique 7: Tableau croisé Rôle du génocide rwandais dans les conflits au Nord Kivu et zones

Génocide rwandais comme source des conflits Territoire	Non répo nse	Elevé	Très élevé	Faible	Moy en	Très faibl e	Tot al
Masisi	0	122	214	16	38	9	399
Rutshuru	1	46	216	3	34	1	301
Goma	3	50	152	4	70	12	291

En plus, la population considère aussi l'instabilité et les guerres que les pays voisins, notamment le Burundi, le Rwanda et l'Ouganda ont connues comme un facteur déstabilisateur de la province du Nord Kivu. Cependant, moins de 50% des enquêtés estime ce facteur joue un rôle très important dans les conflits dans la province. Ceci se justifie par le fait que la province est voisine du Rwanda, qui est stable depuis plusieurs années. On peut donc conclure que si certains enquêtés ont considéré le Rwanda est une source de conflits dans la province, c'est plus à cause des conséquences de la guerre et du génocide de 1994 qu'à la situation actuelle dans ce pays. Le pays de la région le plus instable est le Burundi et l'insécurité dans ce pays affecte plus la province congolaise du Sud Kivu qui lui est voisine que la province du Nord Kivu qui n'a aucune frontière avec ce pays.

Tableau 8 : les conflits dans les pays voisins (Rwanda, Burundi et Ouganda) comme source de conflits au Nord Kivu

Appréciation de l'insécurité dans les pays voisins comme source des conflits au Nord Kivu	Effectif	Fréquence
Non réponse	3	0,3%
Elevé	245	24,7%
Très élevé	200	20,1%
Moyen	481	48,5%
Faible	35	3,5%
Très faible	27	2,7%
Total Observation	991	100%

2.5. Les causes internes

Deux types de causes internes ont été identifiés par la population : les causes politiques et les causes économiques.

2.1. Les causes politiques

Un facteur important des conflits à l'EST de la RDC sont les divisions identitaires. Environ 48% des enquêtés considèrent que le rôle joué par les divisions identitaires dans les conflits que les zones de Masisi, Rutshuru et Goma ont traversé et 21% considèrent que ce rôle est élevé, et environ 16% le considèrent comme moyen.

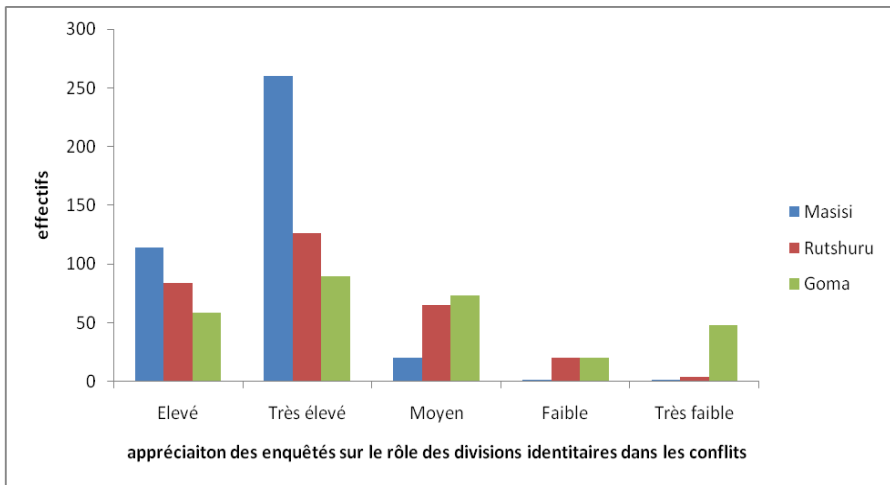
Tableau 9: Divisions identitaires comme source de conflits

Divisions identitaires comme source de conflits	Effectif	Fréquence
Non réponse	4	0,4%
Elevé	257	25,9%
Très élevé	476	48,0%
Moyen	158	15,9%
Faible	42	4,2%
Très faible	54	5,4%
Total observation	991	100%

Cependant, le sentiment que les divisions identitaires sont un facteur important dans les conflits est beaucoup plus prononcé dans les zones rurales qu'à Goma. En effet, les conflits identitaires sont beaucoup plus fréquents et prononcés dans les milieux ruraux (surtout les conflits fonciers et le fait que les mouvements rebelles y

sont très actifs) qu’urbains qui sont plus cosmopolites et par conséquent il y a très peu de chance que deux ethnies s’y affrontent. Les résultats montrent par exemple qu’à Masisi et Rutshuru, respectivement 65% et 41% estiment que les divisions identitaires jouent un rôle relativement dans l’amplification des conflits dans cette province du Nord Kivu, contre seulement 31% à Goma. Par ailleurs, 16% des enquêtés de Goma considèrent que le rôle de ces divisions dans les conflits est très faible, alors que ce taux est 0,05% à Masisi et 1,3% à Rutshuru.

Graphique 3: Importance des divisions identitaires dans les conflits par zone de recherche

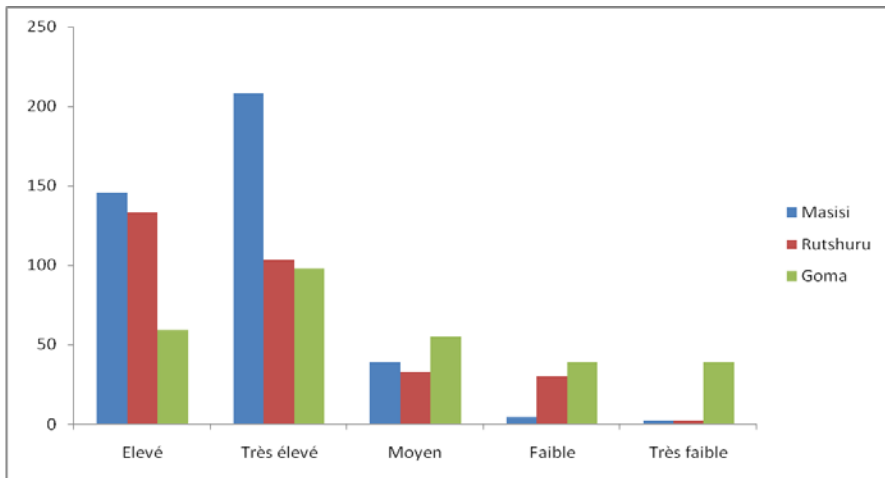


Stearns, 2013 explique que les conflits armés dans cette province sont essentiellement téléguidés par les leaders locaux. Au Nord Kivu par exemple, il y a une prolifération des groupes armés qui se constituent sur une base ethnique et téléguidés par les élites locales. Pelerin (2010) insiste sur le fait que ces conflits provoqués par des divisions identitaires et dans les élites jouent un rôle très important ont fait des milliers de morts au Nord Kivu. Dans le Masisi par exemple, au début des années 1990 entre 3000 et 14000 personnes ont perdu la vie et environ 20000 personnes ont été déplacées à causes de ces conflits.

Un autre facteur politique et identitaire important considéré par les enquêtés comme susceptible de générer les conflits est la

manipulation des identités. Les entrevues avec les enquêtés ont permis de comprendre que les leaders locaux à la recherche d'un positionnement politique tirent un peu trop la ficelle identitaire pour monter une ethnie contre une autre et cela aboutit malheureusement très souvent aux conflits ethniques, surtout dans les zones rurales. Nos résultats montrent en effet que plus de 41% de la population enquêtée estime que ce facteur joue très important dans le déclenchement des conflits au Nord Kivu. Cependant, ce facteur semble un rôle plus important à Masisi (52% des enquêtés considèrent que ce rôle est très élevé) où les divisions identitaires et ethniques semblent être plus prononcées qu'à Goma (33,7%) et Rutshuru (34,2%).

Graphique 4: Importance du rôle joué par la manipulation des identités par zone de recherche



Les luttes politiques pour l'accès au pouvoir ont été identifiées par la population comme un autre facteur politique source des conflits dans les zones ayant fait l'objet de cette étude. Presque 44% des enquêtés ont estimé que ce facteur joue un rôle très élevé dans les conflits, 31,7% jugent ce rôle élevé et 18,5% le juge moyen.

Tableau 10: Lutttes politiques comme source de conflits

Lutttes politiques comme source de conflits	Effectif	Fréquence
Non réponse	3	0,3%
Elevé	314	31,7%
Très élevé	435	43,9%
Moyen	183	18,5%
Faible	32	3,2%
Très faible	24	2,4%
Total observation	991	100%

La compétition des élites politiques pour accéder au pouvoir les amène à manipuler les populations, renforcent les clivages ethniques et sont par conséquent un facteur non négligeable de conflits dans la région.

L'impunité des criminels des guerres et chefs de groupes armés est considéré, avec les conflits fonciers, comme l'un des éléments moteurs des conflits au Nord Kivu. Plus de 68% des enquêtés considèrent que l'impunité joue un rôle très important dans le déclenchement des conflits. Ce sentiment est beaucoup plus important dans les zones rurales où les populations ont le plus souffert des conflits armés. Le Tableau montre par exemple que respectivement 81% et 73% des enquêtés de Masisi et Rutshuru pensent que l'importance de l'impunité dans les conflits armés est très élevée contre seulement 46% à Goma. On constate que même dans un zone urbaine comme Goma, la proposition des enquêtés estimant que l'impunité joue un rôle capital dans le développement des conflits, bien qu'inférieure à 50%, est très élevée si on la compare à d'autres facteurs.

Tableau 11 : Croisement entre rôle de l'impunité dans les conflits et territoire

Rôle de l'impunité dans les conflits Territoire	Non réponse	Elevé	Très élevé	Faible	Moyen	Très faible	Total
Masisi	0	69	323	0	6	1	399
Rutshuru	1	72	220	0	7	1	301
Goma	1	64	134	10	74	8	291

La plupart d'enquêtés estiment que les amnisties répétitives accordés aux membres de groupes armés, aux criminels de guerres ne feront qu'encourager ces derniers à continuer à perpétrer leurs exactions contre les populations locales. Assurer l'impunité aux criminels juste pour la réconciliation et la recherche de la paix semble ne pas être efficace au vue de la multiplicité des conflits armés et des chefs de guerres dans la zone Est de la RDC.

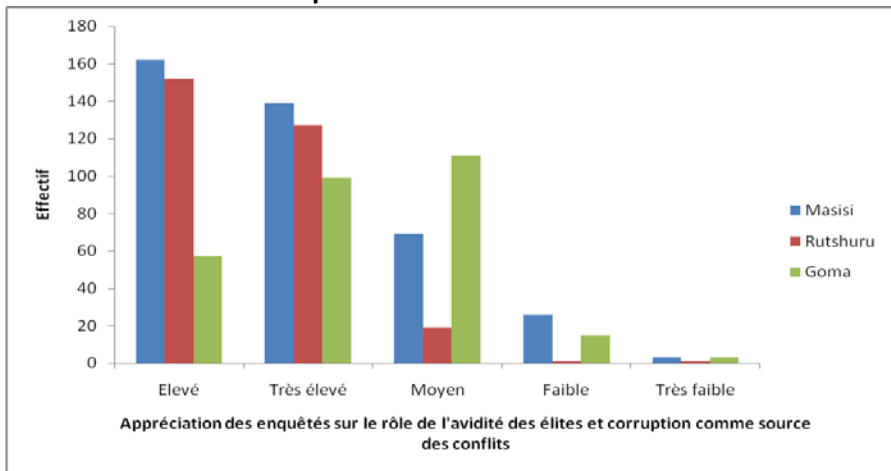
Les enquêtés ont estimé l'avidité des élites et la corruption contre un autre facteur catalyseur des conflits à Masisi, Rutshuru et Goma. Respectivement 37,4% et 36,8% des enquêtés estiment que le niveau d'importance de ce facteur dans le déclenchement et l'amplification des conflits est élevé et très élevé.

Tableau 12: Avidité des élites et corruption comme source de conflits

Avidité des élites et corruption comme source de conflits	Effectif	Fréquence
Non réponse	3	0,3%
Elevé	371	37,4%
Très élevé	365	36,8%
Moyen	199	20,1%
Faible	42	4,2%
Très faible	11	1,1%
Total observation	991	100%

Les résultats montrent par ailleurs que les appréciations des enquêtés dans les zones sont presque identiques. Environ 34% des enquêtés de Goma et Masisi considèrent que ce facteur joue un rôle très élevé dans le déclenchement des conflits et 42% à Rutshuru. Il est intéressant de constater que les populations de zones rurales et urbaines ont presque la même compréhension de l'importance que peut avoir la corruption comme cause des conflits dans la province.

Graphique 5: Importance de l'avidité des élites et corruption dans les conflits par zone de recherche



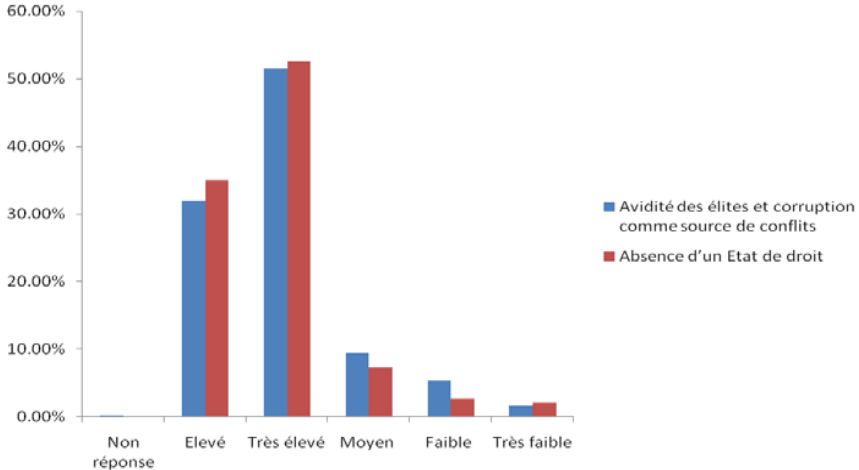
Lorsque certaines institutions importantes d'un pays ne fonctionnent pas correctement, cela génère de l'instabilité. C'est le cas par exemple lorsque la justice est incapable d'arrêter et de punir les criminels de guerre dont les victimes ou parents de victimes peuvent vouloir se venger et perpétrer ainsi les conflits ; c'est le cas aussi lorsque l'armée nationale est faible et pas suffisamment organisée pour combattre les groupes armés qui pullulent à l'Est du pays, encourageant ces derniers à continuer leurs activités criminelles. C'est ainsi que lorsqu'on demande à la population des zones faisant l'objet de cette étude leur appréciation du rôle de la faiblesse et dysfonctionnement des institutions de justice, sécurité, armée et police comme sources des conflits armés et ethniques dans la province, plus de 51% estime ce rôle comme très élevé et plus de 30% considèrent que ce rôle est élevé. On constate cependant avec le Tableau que ce sentiment est beaucoup plus prononcé à Masisi où la population a beaucoup plus souffert de la présence de la présence des groupes armés et de l'incapacité de l'armée pour les défaire qu'à Goma et Rutshuru.

Tableau 13: Tableau croisé Rôle de la faiblesse et dysfonctionnement des institutions de justice, sécurité, armée et police comme sources des conflits armés et ethniques

Rôle de la faiblesse et dysfonctionnement des institutions de justice, sécurité, armée et police comme sources des conflits armés et ethniques	Non réponse	Elevé	Très élevé	Faible	Moyen	Très faible	Total
Territoire							
Masisi	0	92	257	26	22	2	399
Rutshuru	0	144	115	5	36	1	301
Goma	2	81	138	22	35	13	291

Un autre facteur d'ordre politique mentionné par les enquêtés comme source de conflits est l'absence d'un Etat de droit. Ce facteur apparaît en effet comme très lié au précédent dans la mesure où l'absence d'un Etat de droit suppose l'absence d'un appareil judiciaire capable de punir les criminels de guerre et d'une armée capable de protéger la population. Il est de ce fait normal que l'appréciation de la population par rapport au rôle que ce facteur joue dans les conflits soit très similaire à l'appréciation du rôle joué par le facteur faiblesse et dysfonctionnement des institutions de justice, sécurité, armée et police. En effet, 52,6% et 35% des enquêtés considèrent respectivement que le rôle joué par le facteur absence d'un Etat de droit est très élevé et élevé contre 51% et 38% pour le facteur faiblesse et dysfonctionnement des institutions de justice, sécurité, armée et police. Cette comparaison ressort clairement dans le graphique ci bas.

Graphique 6: Comparaison de l'appréciation des enquêtés sur l'importance du rôle joué par les facteurs « absence d'un Etat de droit » et le facteur « faiblesse et dysfonctionnement des institutions de justice, sécurité, armée et police » dans les conflits au Nord Kivu



2.6. Les causes économiques

Plusieurs études réalisées dans la province du Nord Kivu ont démontré que les facteurs économiques jouent un rôle aussi important que les facteurs politiques et identitaires dans la multiplication des conflits dans cette partie de la RDC. Une étude de Pole Institute de 2014 a par exemple démontré que le manque d'activités rémunératrices pour les jeunes facilitait leur enrôlement dans les groupes armés. Trois facteurs économiques importants ont été identifiés par les enquêtés comme sources des conflits au Nord Kivu : le manque d'opportunités d'emplois, la recherche des terres et les conflits fonciers, une croissance démographique forte, la pauvreté et les inégalités.

Concernant le manque d'opportunités économiques et d'emploi, environ 51,6% de la population considèrent que ce facteur joue un rôle très important dans les conflits et 22,7% estiment ce rôle élevé.

Tableau 14: Le manque d'opportunités économiques comme source de conflits

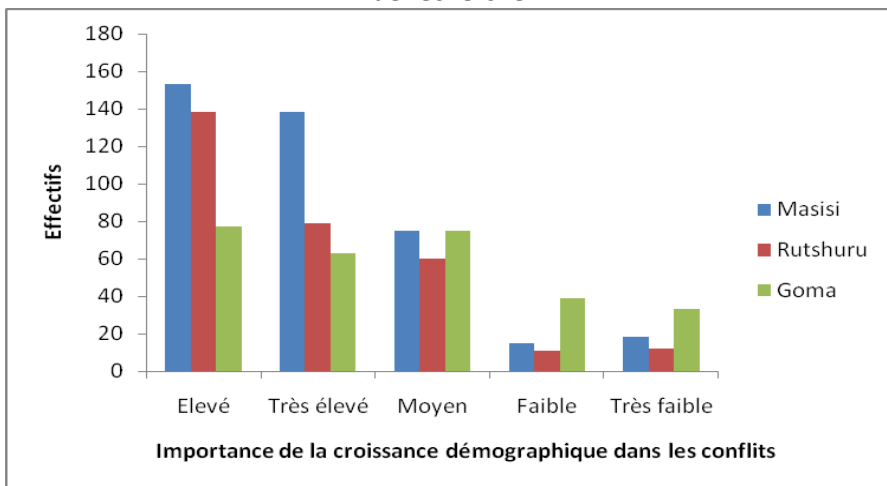
Le manque d'opportunités économiques comme source de conflits	Effectif	Fréquence
Non réponse	3	0,3%
Elevé	393	39,7%
Très élevé	379	38,2%
Moyen	139	14,0%
Faible	56	5,7%
Très faible	21	2,1%
Total observation	991	100%

Alors dans beaucoup des pays africains c'est le gouvernement qui emploie une grande partie de la main d'œuvre active, cela n'est pas le cas pour l'Etat congolais qui est même incapable de payer le peu de gens qu'il emploie. Bien plus, le faible développement des secteurs industriels et tertiaire n'offre pas suffisamment d'opportunités d'emploi aux jeunes diplômés expliquant ainsi le taux d'inactivité élevé de la population active surtout dans les zones affectées par les guerres. Une étude de Pole (2014) sur le secteur de café au Nord et Sud Kivu conclue que la détérioration des conditions de travail et du niveau bas de revenu des caféiculteurs serait un des facteurs clés explicatifs de la pauvreté rurale qui est considérée par beaucoup comme étant la source principale ou tout au moins un facteur d'exacerbation de conflits armés et persistance de l'instabilité politique.

Par ailleurs, la croissance démographique très rapide et la compétition autour des terres exacerbe les conflits dans les zones enquêtés. Cette situation est pire dans les zones rurales. En effet, point n'est besoin de rappeler que la terre est presque le seul moyen de subsistance dans ces zones et leur rareté peut être source des conflits violents. Les résultats de notre recherche montrent que 37% des enquêtés considèrent que ce facteur joue un rôle important dans les conflits armés dans la province. Cependant ce résultat est différent selon qu'on est dans zones rurales ou urbaines. En effet, alors qu'à Goma, moins de 27% de nos enquêtés ont estimé que la croissance démographique est un facteur important influençant les conflits armés, ce taux est de plus 40% à Masisi et Rutshuru.

La survie des beaucoup d’habitants dans les zones rurales dépend beaucoup plus de La production agricole, elle-même fonction de la disponibilité du facteur terre. Par conséquent, il est donc normal que lorsque ce facteur devienne rare et que la compétition autour devienne féroce, les conflits éclatent car leur survie en dépend. La rareté des terres combinée à l’absence d’autres activités altératives génératrices de revenu aboutit forcément au mécontentement de la population et facilite sont enrôlement, surtout des jeunes, dans les groupes armés. L’étude de Pole Institute (2014) souligne que l’absence des activités génératrices de revenu dans un contexte où l’agriculture et l’élevage ne sont très rentables est un facteur poussant les jeunes dans les groupes armés qui pour eux constituent alors un moyen facile pour gagner un revenu.

Graphique 7: Rôle de la croissance démographique dans les conflits par zone de recherche

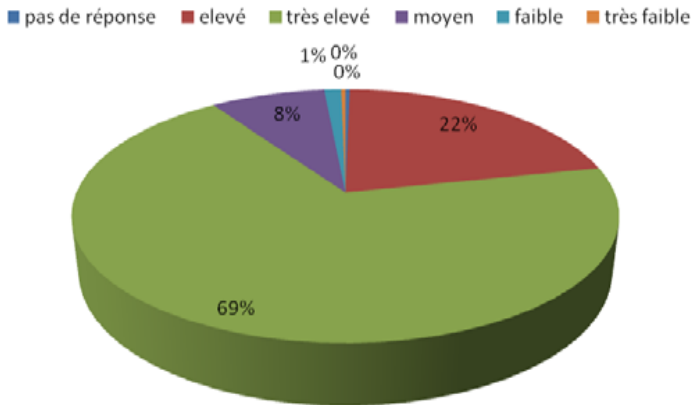


Les conflits fonciers sont également considérés par la population comme un facteur important catalyseur des conflits armés dans les zones retenues dans cette étude. En effet, comme souligné plus haut, la compétition autour des la terre est devenue tellement féroce qu’elle débouche des clivages et conflits éthiques et armés très meurtriers. Lorsqu’on a demandé nos enquêtés d’apprécier le rôle que ces conflits fonciers joue dans les conflits armés, plus 69% ont estimé que ce rôle est très élevé. Ce résultat est un indicateur important de l’importance que les conflits fonciers a, du moins selon

l'appréciation de la population, dans la prolifération des conflits armés et ethniques à l'Est de la RDC.

Les conflits fonciers sont exacerbés par la forte densité qui caractérise l'Est de la RDC (celle-ci est estimée à environ 300 habitants/Km²). Il existe donc un lien fort entre la croissance démographique et les conflits fonciers.

Graphique 8: Rôle des conflits fonciers dans les conflits armés au Nord Kivu
conflits fonciers



Le dernier facteur économique identifié par les enquêtés comme source des conflits dans leurs zones, c'est la pauvreté et des inégalités socio-économiques. Plus de 46% d'entre eux considèrent que ce facteur joue un rôle très important dans les conflits qui perdurent dans la province et plus de 32% estiment que ce rôle est important.

La relation entre conflits armés et pauvreté a été analysée dans plusieurs études et ont démontré que cette relation est symétrique. En effet, un niveau de pauvreté élevé dans un contexte conflictuel pousse les jeunes à adhérer dans les mouvements qui leur offrent les possibilités d'avoir accès aux moyens matériels auxquels ils n'ont pas accès en période normale. Par ailleurs, des conflits armés récurrents détruisent l'appareil productif, réduisent le revenu et aboutit à l'appauvrissement de la population.

L'étude de Pole Institute (2014) souligne le fait beaucoup des

jeunes dont jadis l'activité principale était la culture du café ont du rejoindre les groupes armés à la suite de la crise que le secteur café a connu au Nord Kivu au cours de deux dernières décennies.

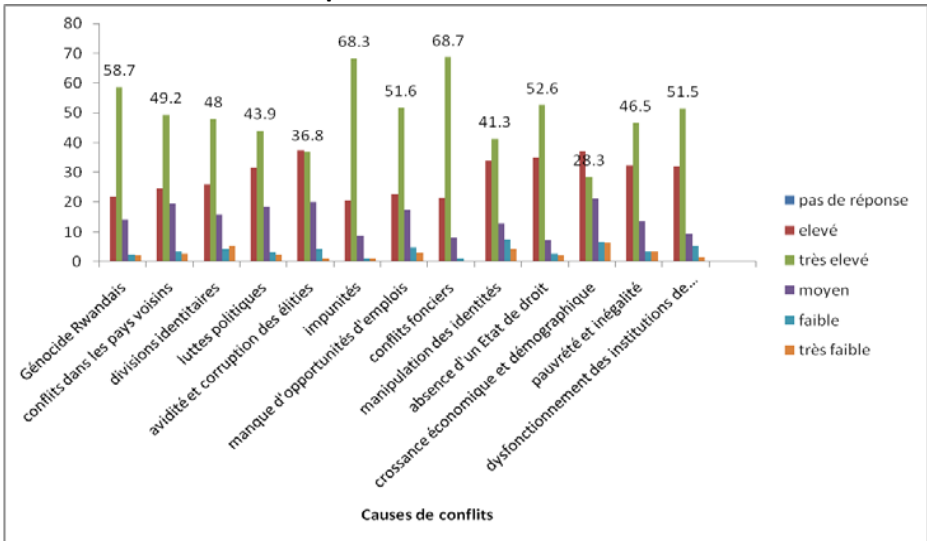
Tableau 15 : La pauvreté et des inégalités socio-économiques comme source de conflits

La pauvreté et des inégalités socio-économiques comme source de conflits	Effectif	Fréquence
Non réponse	1	0,1%
Elevé	322	32,5%
Très élevé	461	46,5%
Moyen	136	13,7%
Faible	35	3,5%
Très faible	36	3,6%
Total observation	991	100%

Pour déterminer la principale source des conflits dans les zones étudiées, nous nous sommes focalisé sur le nombre d'enquêtés qui ont choisi l'assertion « très élevé » pour chaque cause de conflits proposée dans les questionnaires. Les résultats de l'étude montre que ce sont les conflits fonciers qui sont la cause principale de conflits (68,7% des enquêtés ont estimé que l'importance des conflits fonciers comme source de conflits était très élevée) suivi de l'imputé (68,3%), du génocide rwandais (58,7%), de l'absence d'un Etat de droit en RDC (52,6%), de la rareté des opportunités d'emplois (51,6%) et du dysfonctionnement des institutions de l'armée, de la justice et de la police (51,5%). Pour les autres causes, l'assertion « très élevé » a été choisie par moins de 50% des enquêtés.

Au vue de ces résultats, nous pouvons conclure que les conflits fonciers sont un facteur important catalyseur des conflits dans la province du Nord Kivu et méritent de ce fait une attention particulière. C'est pour cette raison que la section qui suit sera consacrée à l'analyse de conflits fonciers, ses causes, les acteurs clés et ses conséquences.

Graphique 9 : Identification de la principale cause des conflits dans la province du Nord Kivu



2.7. Les conflits fonciers

A la fin de la section précédente, nous avons conclu que conflits fonciers sont les conflits les plus importants dans les zones retenues pour cette étude. Ces conflits opposent souvent des grands les propriétaires terriens aux petits exploitants mais aussi parfois les petits exploitants entre eux. Il faut toutefois souligner qu'il n'est pas rare que ces conflits aboutissent à des violences communautaires très meurtrières.

Les conflits fonciers découlent plus particulièrement de la cohabitation d'une part de la loi coutumière qui donne aux chefs coutumiers un pouvoir important sur la gestion des terres dans les zones rurales et de l'autre la loi foncière. Une telle cohabitation génère une insécurité autour de la terre pour la plupart des propriétaires de ces zones, surtout les petits exploitants incapables de se défendre contre les grands exploitants en cas de conflit.

Comme la majorité des enquêtés tirent leur revenus de l'agriculture (environ 47%), la terre devient un facteur important dans la survie de la population et par conséquent il est normal qu'un déficit en termes de gestion de cette ressource génère des conflits très violents.

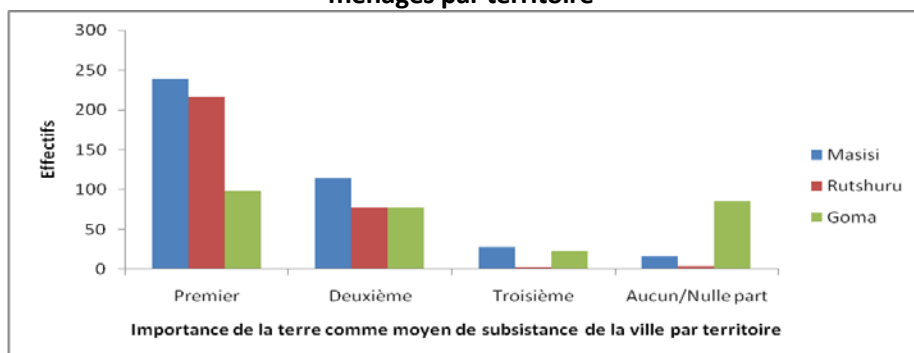
Tableau 16: Importance de la terre comme moyen subsistance économique de la famille

Importance de la terre dans la subsistance de la famille	Effectif	Fréquence
Non réponse	6	0,6%
Premier	553	55,8%
Deuxième	272	27,4%
Troisième	54	5,4%
Aucun/nulle part	106	10,7%
Total observation	991	100%

Respectivement plus de 55,8% et 27,4% des enquêtés placent la terre à la première et deuxième places des sources de revenu de ménages. Ce résultat n'est pas surprenant si l'on considère le fait que la majorité des enquêtés vit à Masisi et Rutshuru, deux zones rurales où la terre joue un rôle économique important dans la vie de tous les jours de la population étant que l'agriculture est la principale source des revenus (ceci est le cas pour environ 50% des enquêtés à Masisi et 60% à Rutshuru contre seulement 18% à Goma).

En effet, une analyse par territoire du facteur « terre » dénote que c'est plus à Masisi et Rutshuru où la terre représente le moyen de subsistance le plus important pour la population (60% à Masisi et 71% à Rutshuru contre 34% à Goma). Pour environ 30% des enquêtés de Goma, la terre ne joue aucun rôle dans la génération des revenus de leurs ménages, alors que ce pourcentage n'est que de 4% à Masisi et 1,3% à Rutshuru.

Graphique 10: Importance de la terre comme moyen de subsistance des ménages par territoire

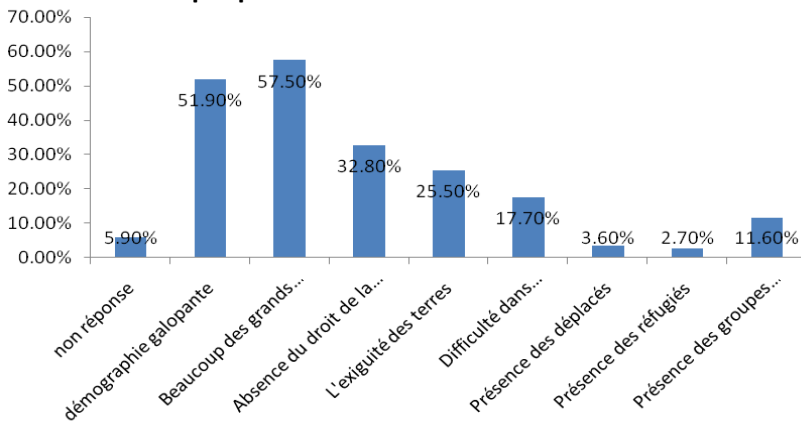


Les causes des conflits fonciers sont diverses. Les enquêtés citent comme principales sources de conflits fonciers :

- La démographie galopante
- Beaucoup des grands propriétaires terriens
- L'absence du droit de la propriété (un problème lié au cadastre foncier et donc à l'application de la loi foncière)
- L'exigüité des terres
- La présence des déplacés
- La présence des réfugiés
- La présence des groupes armés

Les résultats montrent cependant que les trois facteurs les plus importants générateurs des conflits fonciers sont la démographie galopante, la présence de beaucoup des grands propriétaires terriens et l'absence du droit à la propriété. Cependant la population estime que les facteurs comme la présence des groupes armés et des réfugiés ne jouent pas un rôle significatif dans les conflits fonciers dans leurs milieux. Cependant bien qu'aujourd'hui la population estime que ces deux dernières causes n'influencent pas beaucoup les conflits fonciers, il est toutefois important de souligner que le processus du retour des réfugiés et la présence continue des groupes armés tant nationaux qu'internationaux dont certains s'oppose farouchement au retour de ces derniers et à leur demande de récupérer leurs terres, représente un risque important de conflits dans le futur.

Graphique 11: Les causes de conflits fonciers



Soulignons que les différentes sources de conflits fonciers sont très interréliées. En guise d'exemple, les conflits fonciers prennent parfois des connotations ethniques surtout lorsqu'ils opposent des individus appartenant à des groupes ethniques différents. En effet, certains conflits violents qui au départ avaient pour source des conflits fonciers ont fini par se compliquer davantage en prenant une connotation purement identitaires.

Une grande partie des terres de la province est régie par la loi coutumière. Par exemple, en 1980, seulement 3% des terres étaient enregistrés sous la loi foncière de la RDC (il est peu probable que cette situation ait évolué), et donc environ 97% de terres n'avaient aucune protection juridique. Dans un rapport d'International Alert (2010), Huggins note qu'à l'Est de la RDC, dans la grande majorité des cas, c'est le chef coutumier qui a le pouvoir de donner ou non la terre à ses sujets. Par conséquent, l'accès à la terre est facilité par l'appartenance à un même groupe ethnique que le chef, mais aussi la terre ne peut être vendue ou transférée de manière permanente à quelqu'un qui n'est pas de la communauté. Par conséquent, l'Est de la RDC étant une zone longtemps caractérisée par l'immigration et où des peuples qui se considèrent comme autochtones cohabitent avec les populations allochtones, on peut facilement comprendre toutes les tensions autour de la terre.

Certaines études soulignent que les conflits fonciers à l'Est de la RDC auraient pour origine le fait que des grandes étendues de terres, jadis utilisées par les populations locales pour leurs activités d'agriculture et d'élevage, ont été converties en zones protégées, comme par exemple le Parc national de Virunga et le Parc national de Kahuzi Biega créé en 1970 et étendu en 1975. Bien les zones de Masisi et Rusthuru sont caractérisés par une forte domination des plantations commerciales et seule une petite proportion de la terre reste pour les petits paysans pour leur l'agriculture et l'élevage.

Les problèmes environnementaux ne doivent pas être négligés comme cause des conflits fonciers. En effet, l'exiguïté des terres obligeant les agricultures à les utiliser de manière intensive combinée avec l'incapacité de ces derniers à acheter les fertilisants et autres intrants agricoles nécessaires a provoqué la baisse de la fertilité de

terres avec comme conséquence la baisse de la productivité et de la production agricole. Cette situation s'est aggravée par l'incapacité des paysans à acheter des nouvelles terres, non seulement parce qu'ils n'ont pas suffisamment des moyens pour le faire mais aussi et surtout à cause d'autres contraintes institutionnelles comme (absence des terres à cause de la présence grandes concessions appartenant à des grandes entreprises agricoles commerciales ou à des grands propriétaires terriens, etc)

Bien que les statistiques sur les conflits de petite ampleur ayant pour cause les conflits fonciers, il est clair avec la baisse de la productivité des terres cultivables et la pression démographique ont entraîné une augmentation du nombre de ces conflits.

La première tentative de loi pour mettre fin à la dualité dans la gestion des terres en RDC remonte à 1973, mais amendée en 1980. Cette loi préconisait déjà toutes les terres appartiennent à l'Etat et les chefs coutumiers n'étaient que des simples gestionnaires des terres et n'avaient aucun droit de vente ou d'aliénation de ces terres. La loi devrait faciliter les individus et grandes entreprises commerciales l'achat des terres.

Cependant, l'ordonnance présidentielle qui devrait promulguer la loi n'a jamais été signée, favorisant ainsi la persistance de cette dualité. Par ailleurs, les chefs traditionnels ont mis en place développé des stratagèmes pour continuer à peser sur la gestion de la terre et le processus de vente de vente et d'aliénation de ces dernières. Un rapport d'Alert International souligne qu'une stratégie souvent utilisée par ces chefs était d'utiliser leur connaissance du milieu, leur pouvoir et réseaux politique à Goma ou Kinshasa pour se positionner comme intermédiaires dans toutes les transactions foncières.

Soulignons cependant, dans le contexte africain et congolais en particulier où le clientélisme joue un rôle important dans la politique, une telle loi a plus favorisé les leaders de quelques groupes ethniques dont le niveau d'éducation, les moyens économiques importants à leur possession, la compréhension de la loi et le lien avec la sphère politique leur ont permis d'acheter et d'enregistrer plus facilement leurs terres. Cependant pour les petits paysans, cet enregistrement n'est aisé compte tenu de la procédure complexe qui

accompagne un tel processus d'enregistrement. Par exemple, le coût d'enregistrement de la terre implique un déplacement à Goma et des pots de vin à verser aux différents responsables fonciers. Le coût d'enregistrement d'une terre dans la province du Nord Kivu varie, selon un rapport d'Alert International (2010), entre 500 et 1000\$. Ce montant est important pour les petits exploitants et les empêche d'enregistrer les terres les exposant ainsi à toute sorte d'abus.

Le problème de la rareté des terres n'est pas très récent dans le Masisi et Rutshuru. Selon Prunier (2010), déjà en 1973, à cause de la forte pression démographique, les terres disponibles pour l'agriculture et l'élevage étaient déjà rares. Cette pression démographique a été spectaculaire dans ces localités. En effet, de 35 habitants par km² en 1940, la densité de la population dans le Masisi est passée à 123 habitants par km² en 1983. Il en est de même dans le Rutshuru où cette densité est passée de 26 habitants par km² en 1957 à 91 habitants par km² en 1984. La conséquence d'une telle forte croissance démographique est que non seulement les terres pour les activités agricoles deviennent rares mais aussi les terres jadis utilisées pour ce type d'activités sont maintenant habitées.

Le retour progressif des réfugiés congolais d'ethnie Tutsi actuellement au Rwanda dont nombreux cherchent à récupérer leurs terres est aussi une source majeure des conflits fonciers dans le Masisi et le Rutshuru. Certains groupes armés, notamment le CNDP et le M23, avaient entre autres comme revendications le retour de ces réfugiés et la récupération de leurs biens (principalement la terre) abandonnés pendant plusieurs années et déjà occupées par d'autres individus, très souvent appartenant à d'autres groupes ethniques.

Plusieurs chercheurs estiment que la terre est non seulement une source des conflits mais aussi une ressource des conflits (Vlassenroot and Pottier, ANNEE). Leur argument est qu'en période de conflits, les groupes armés et certains acteurs très proches de ces groupes ou qui ont fait alliance avec eux profitent de l'absence totale de l'Etat pour tirer des bénéfices importants sur les transactions foncières. Ces revenus sont par la suite utilisés d'une façon ou d'une autre à acheter les armes et financer les conflits armés. Par conséquent les acteurs qui profitent de ce type de transaction en période d'instabilité et d'absence totale de l'Etat n'ont pas aucun intérêt que

la guerre cesse et que l'Etat exerce une quelconque autorité dans leurs agglomérations, préférant ainsi garder le statu quo. Par ailleurs, certains groupes armés ou acteurs liés à ces groupes profitent de leur pouvoir et utilisent le revenu gagné de l'exploitation minière pour acquérir des concessions de terres arables dans le Masisi et Rutshuru. Ces groupes armés se font aussi payer pour garder les larges concessions de terres des grands propriétaires terriens, qui généralement font l'objet de conflits soit contre des petits exploitants, soit alors contre d'autres grands propriétaires.

2.7.1. Du rôle des acteurs dans les conflits fonciers

Quels acteurs jouent un rôle quelconque dans les conflits fonciers au Nord Kivu. Les appréciations des enquêteurs par rapport à cette question sont résumées dans les lignes qui suivent. Cinq acteurs importants sont identifiés par les enquêteurs comme acteurs actifs ou très actifs dans les conflits fonciers que la province connaît. Il s'agit notamment de :

- Des déplacés de guerres
- Des groupes armés
- La famille restreinte
- La famille élargie
- Les voisins
- Les rapatriés

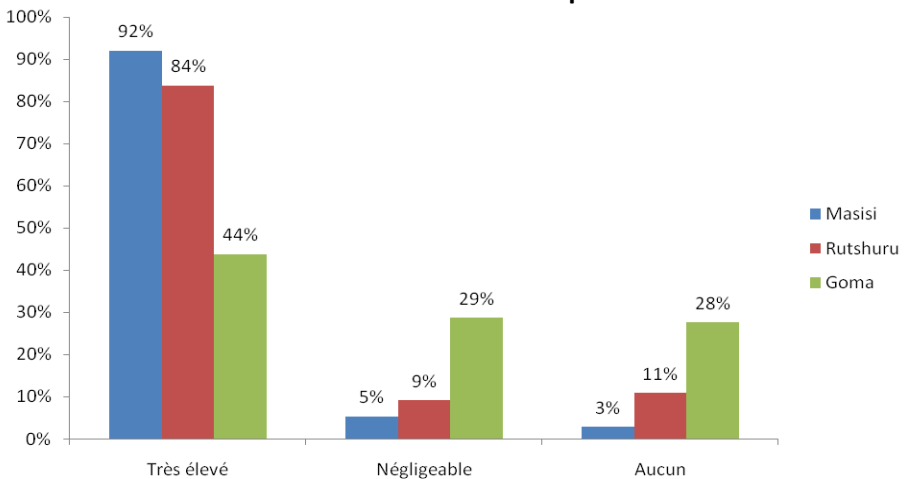
Tableau 17: Appréciation des enquêtés par rapport au rôle des différents acteurs dans les conflits fonciers

	Très élevé	Négligeable	Aucun
Des déplacés de guerres	44.5%	34.6%	20.9%
Des groupes armés	74%	13.1%	12.9%
La famille restreinte	39.4%	44.3%	16.3%
La famille élargie	42.6%	34.2%	23.2%
Les voisins	50.9%	34%	15.1%
Les rapatriés	38.4%	37.2%	24.4%
L'Etat	41.9%	33.3%	24.8%

Parmi tous ces acteurs, la population a estimé que ce sont des groupes armés qui jouent un rôle très important dans le déclenchement et la perpétuation des conflits fonciers dans leurs communautés. En effet, environ 74% des enquêtés considèrent que la présence de ces groupes armés joue un rôle très actif dans les conflits fonciers au Nord Kivu. Ce sentiment est plus prononcé dans les milieux ruraux où les groupes armés sont plus actifs qu'à Goma où l'influence de ces derniers est moins perceptible.

Le graphique montre en effet que plus de 91% des enquêtés de Masisi ont dit que les groupes armés sont la cause principale des conflits fonciers, ce pourcentage est de 80% à Rutshuru et seulement 43% à Goma. Par ailleurs, les résultats de l'étude montrent aussi que respectivement 28% des enquêtés de Goma considèrent que les groupes armés ne jouent aucun rôle dans les conflits fonciers. Ce pourcentage n'est que 3% à Masisi et 11% et Rutshuru. Ces résultats montrent que pour les populations rurales de la province du Nord Kivu, les groupes armés sont non seulement actifs dans les conflits armés mais jouent aussi un rôle très actif dans les conflits fonciers. Ceci n'est en effet pas surprenant dans la mesure où, comme nous l'avons démontré plus haut, il existe une relation très forte entre conflits armés et conflits fonciers.

Graphique 12: Appréciation de la population par rapport au rôle des groupes armés dans les conflits fonciers par localité



Outre les groupes armés, les voisins sont aussi considérés comme des acteurs importants dans les conflits fonciers (environ 50% des enquêtés considèrent que les voisins jouent un rôle très actif dans ces conflits), suivi des déplacés de guerre et des membres de la famille élargie.

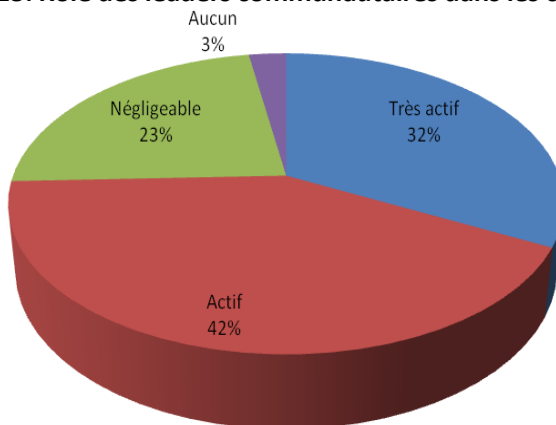
2.7.2. Rôle des acteurs nationaux et internationaux dans les conflits au Nord Kivu

Après avoir identifié les principales causes des conflits dans nos zones d'études, cette section se focalise principalement sur le rôle qu'un certain nombre d'acteurs jouent dans la prolifération des conflits armés dans la province du Nord Kivu. Nous avons pu distinguer les acteurs nationaux des acteurs internationaux. Dans ce qui suit, nous essayons de passer en revue le rôle de ces différents acteurs.

2.7.3. Acteurs nationaux

Plusieurs acteurs nationaux ont été identifiés par les enquêtés comme des agents clés dans les conflits armés. Premièrement, les leaders locaux sont considérés par environ 42% des enquêtés comme jouant un rôle actif dans les conflits et 31,5% estiment que ce rôle est très actif.

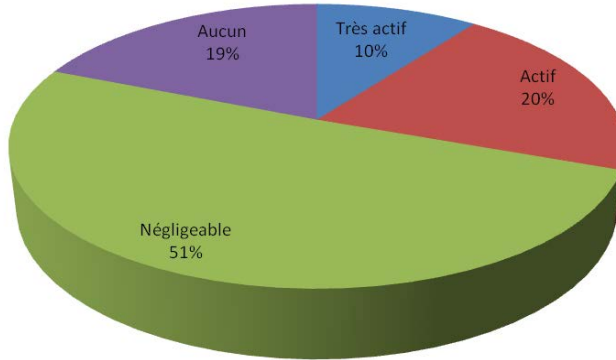
Graphique 13: Rôle des leaders communautaires dans les conflits armés



Contrairement au cas précédent, seulement une petite minorité des enquêtés ont estimé que les communautés jouent un rôle très actifs dans les conflits armés. Une bonne majorité de ces enquêtés estime

par contre que ces communautés jouent un rôle plutôt négligeable dans les conflits armés (50,6%).

Graphique 14: Rôle des communautés religieuses dans les conflits armés



Nous nous sommes aussi intéressés à savoir si les associations et ONG locales joueraient un quelconque rôle dans les conflits armés à l’Est de la RDC. Seulement 10% estime que ce rôle est très important. Comme le montre le Tableau, une grande majorité des enquêtés pense que ce rôle est négligeable et qu’il ne faudrait pas considérer ces organisations comme un acteur principal dans les conflits qui sévissent dans cette partie du pays.

Graphique 18: Appréciation de la population sur le rôle des associations et ONG locales dans les conflits armés

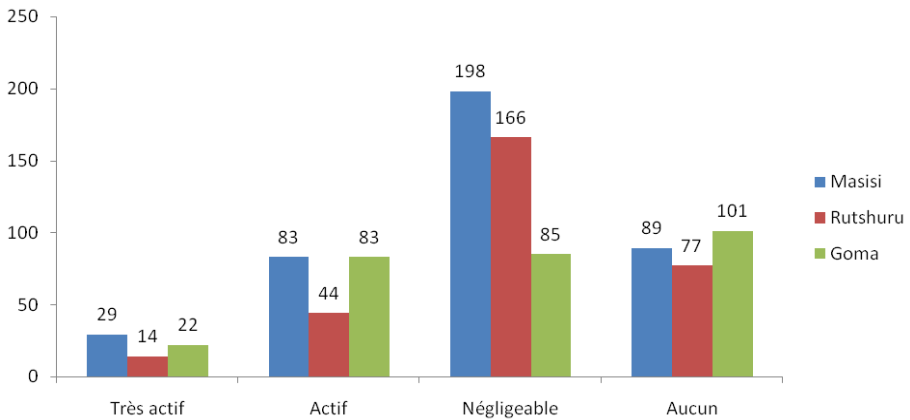
le rôle des associations et ONG locales dans les conflits armés	Effectif	Fréquence
Non réponse	7	0,7%
Oui	98	9,9%
Non	255	25,7%
Plus ou moins	435	43,9%
Ne sait pas	196	19,8%
Total observation	991	100%

Les médias sont un outil redoutable dans les conflits armés. L’exemple du Rwanda avec la radio de Milles Collines a prouvé comment les médias pouvaient être utilisés pour instrumentaliser un groupe ethnique et l’inciter à commettre de meurtres abominables. Pour le cas des conflits à l’Est de la RDC, il serait intéressant de comprendre comment la population juge le rôle que les médias

jouent. Le résultat de l'étude montre cependant que pour plus de 45% des enquêtés, les médias jouent un rôle très négligeable, environ 27% estiment qu'ils ne jouent aucun rôle dans les conflits et seulement 6% considèrent qu'ils jouent un rôle très actifs.

Une analyse par localité qu'il n'y a pas une différence significative entre les perceptions de la population de Goma, Masisi et Rutshuru par rapport au rôle des médias dans les conflits. En effet, la tentation serait grande de penser que comme Goma est beaucoup plus couvert par les médias que Masisi et Rutshuru, sa population aurait une forte perception que le rôle joué par les médias est plus important que pour les populations des autres localités. Cependant les résultats synthétisés dans le graphique suivant montrent qu'il n'ya pas une différence significative entre les perceptions de ces zones couvertes par notre étude. Le graphique montre par exemple que pour les trois localités, la majorité de la population considère que les médias jouent un rôle plutôt négligeable dans les conflits armés.

Graphique 15: Perception du rôle des médias dans les conflits armés par zones de recherche



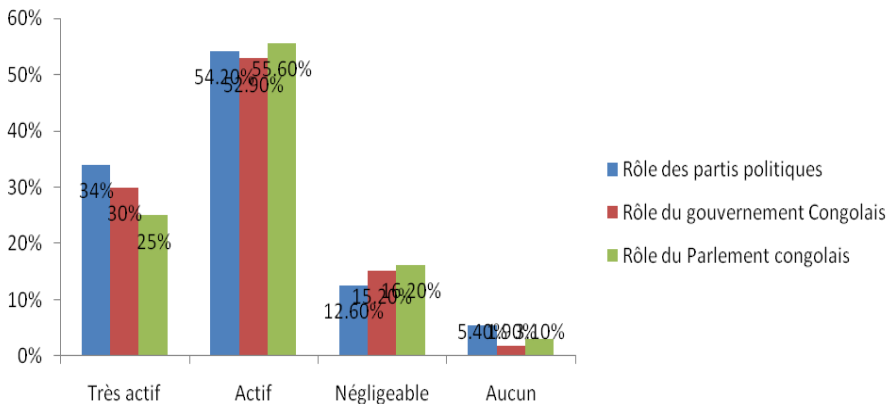
Les autres acteurs importants dans les conflits au Nord Kivu sont des acteurs politiques. Il s'agit notamment des partis politiques, du gouvernement et du parlement congolais. En effet, nos résultats montrent que plus 54% des enquêtés considèrent ces partis jouent un rôle actif dans les conflits et environ 27% d'entre eux considèrent que ce rôle est très actif. De part leurs activités politiques, les partis politiques ont en effet un pouvoir d'influence non négligeable sur la population et certains en profitent pour manipuler leurs partisans et

les amener à commettre parfois des crimes contre les partisans d'autres partis politiques et des individus appartenant à des groupes ethniques différents.

Ce résultat rejoint l'analyse faite précédemment où il a été démontré que ces partis manipulent les identités des populations, les groupes ethniques et finissent généralement dans des conflits violents.

Le gouvernement et le parlement congolais sont considérés comme acteurs importants dans les conflits dans la province du Nord Kivu au même titre que les partis politiques. Comme le montre le Tableau, respectivement 53% et 56% des enquêtés considèrent que le gouvernement et le parlement congolais jouent un rôle actif dans les conflits armés dans cette province. Cette appréciation de la population par rapport au rôle du gouvernement et du parlement est très identique à celle qu'elle a formulée par rapport au rôle des partis politiques.

Graphique 16: Rôle des institutions politiques dans les conflits au Nord Kivu



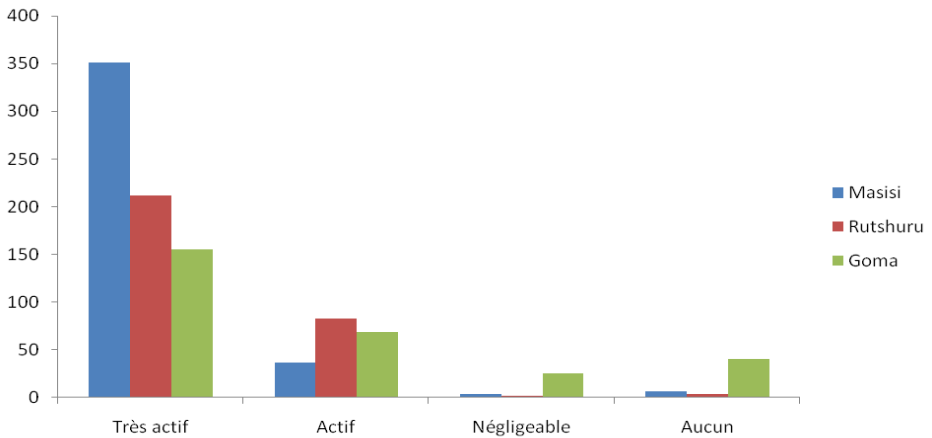
Les jeunes constituent généralement la main d'oeuvre pour les groupes armés dans la région et donc leur rôle dans ces conflits ne doit pas être négligé. C'est l'appréciation d'environ 45% des enquêtés qui estiment que cette catégorie de la population joue un rôle très actif dans les conflits armés et 35% d'entre eux considèrent que ce rôle est actif.

Un rapport de Pole Institute de 2013 indique que les jeunes sont une proie facile pour les groupes armés à cause du manque d'activités génératrices du revenu, l'impossibilité de se faire éduquer. Ce rapport montre en effet que l'oisiveté des jeunes facilite leur enrôlement dans les groupes armés. Ces derniers les aident à gagner un petit revenu et un certain statut social qu'ils sont incapables d'avoir en période de paix. La motivation matérielle est donc selon beaucoup de ces jeunes une des raisons principales de leur enrôlement dans les groupes armés.

Concernant les femmes, leur rôle comme acteurs provoquant les conflits est négligeable. C'est l'avis de près de 50% des enquêtés. Les études démontrent en effet qu'alors que les jeunes sont des acteurs très actifs dans les conflits, les femmes sont par contre des victimes de ces conflits. Ceci ressort clairement dans les résultats où seulement 8% de notre échantillon pensent que les femmes jouent un rôle très actifs dans les conflits armés à l'Est de la RDC.

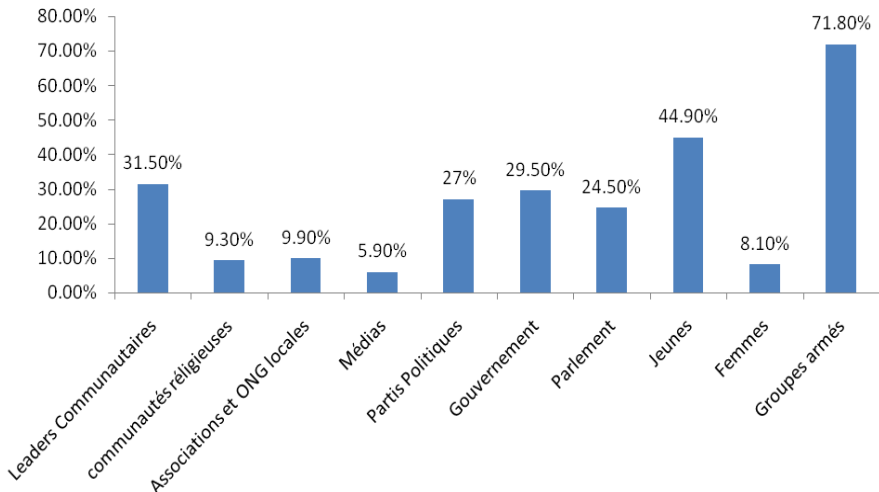
Les groupes armés représentent la dernière catégorie d'acteurs importants dans les conflits armés à l'Est de la RDC. Il serait en effet inconcevable de penser aux conflits armés sans mentionner les groupes et milices armés comme un acteur incontournable dans ces conflits. Environ 72% des enquêtés soulignent en effet ces groupes jouent un rôle très actifs dans les conflits. Ce sentiment est plus prononcé dans les zones où ces groupes sont plus actifs. Le graphique montrent que 87% des enquêtés à Masisi et 69% à Rutshuru estiment ces groupes jouent très actifs alors qu'à Goma ce pourcentage n'est que 53%.

Graphique 17: Rôle des groupés armés dans les conflits par territoire



Pour conclure cette section, il serait intéressant d’identifier, selon les perceptions des enquêtés, quels sont les acteurs les plus influents ou dont le rôle est le plus important dans les conflits au Nord Kivu. Le tableau qui suit présente la synthèse de nos résultats. Nous nous focalisons uniquement à l’aspect « très important » de l’appréciation des enquêtés.

Graphique 18: Synthèse des résultats sur le rôle des différents acteurs dans les conflits armés



Il ressort de ce graphique que les groupes armés sont de loin les acteurs les plus importants dans les conflits armés dans la province.

Ils sont suivis des jeunes et des leaders communautaires et des acteurs politiques comme les partis politiques, le gouvernement et le parlement. Par contre les acteurs dont le rôle est très négligeable dans ces conflits sont les médias, femmes et les associations et ONGs locales.

2.7.4. Acteurs internationaux

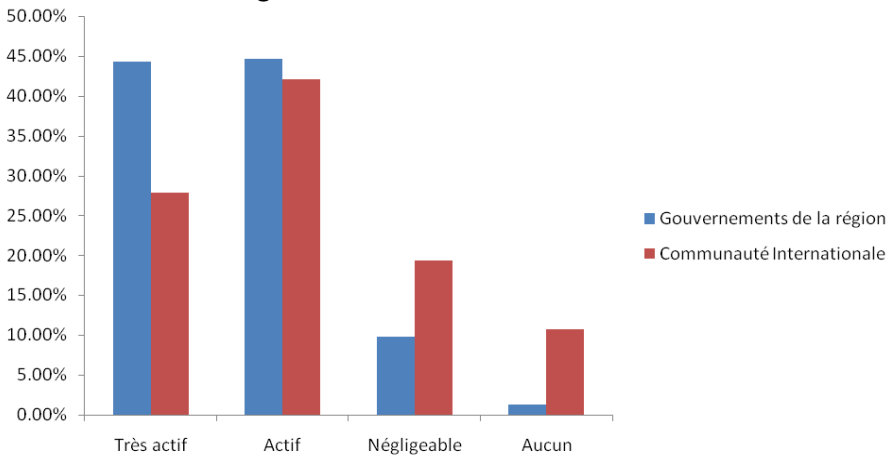
Outre le rôle joué par les acteurs nationaux dans les conflits à l'Est de la RDC, les enquêtés ont estimé que les acteurs régionaux ont aussi une part de responsabilité non négligeable dans ces conflits. La communauté internationale, les gouvernements de la région et les ONGs internationales ont été cités comme acteurs importants dans la prolifération des conflits armés.

Concernant la communauté internationale, plus de 37% des enquêtés ont estimé son rôle comme très actif dans les conflits et 36,2% estiment que ce rôle est actif. En effet, la plupart des enquêtés considèrent que la communauté internationale ne fait pas suffisamment pour aider la RDC à combattre les groupes armés et milices actifs sur son territoire et sanctionner les pays de la région qui soutiennent ces derniers. Ce laxisme de la communauté serait donc de nature en encourageant les groupes armés à opérer dans toute impunité et facilite ainsi la prolifération des conflits armés.

Un autre acteur international identifié par la population comme acteurs dans les conflits sont les gouvernements de la région. En effet, les populations de Goma, Masisi et Rutshuru sont profondément convaincus que les pays voisins de la RDC, notamment le Rwanda et l'Ouganda, sont derrière la plupart des mouvements rebelles qui ont pendant longtemps déstabilisé l'Est de la RDC. En effet ces pays ont plusieurs fois été pointés par différents rapports de Nations Unies comme des groupes rebelles comme le RCD, le RDC ML, et beaucoup plus récemment le CNDP et le M23. Les résultats de notre étude montrent que plus de 43% de nos enquêtés estiment que les gouvernements de ces pays jouent un rôle très actif dans les conflits en RDC et 44% (cf graphique ...) pensent que ce rôle est plutôt actif. Une petite comparaison avec l'analyse de la section précédente permet de constater que le rôle des pays de la région dans

l'instabilité de la RDC est aussi important que celui joué par les jeunes, un acteur identifié comme très important dans la prolifération des conflits armés dans ce pays. Ceci est un indicateur capital qui souligne l'importance aux yeux de la population des gouvernements régionaux dans l'instabilité des zones sous étude dans cette recherche. Elle estime par conséquent toute action visant la recherche de la paix ne peut se faire sans une implication active de ces pays.

Graphique 19: Appréciation de la population par rapport au rôle des acteurs étrangers dans les conflits à l'Est de la RDC



2.8. Conséquences des conflits armés dans la province du Nord Kivu

Après l'analyse des causes et l'identification des acteurs clés dans les conflits armés au Nord Kivu, il est question dans cette section de focaliser sur les conséquences de ces conflits. Des nombreuses d'études ont souligné que les femmes, les jeunes et les activités économiques, notamment l'agriculture et l'élevage, ont beaucoup souffert des conflits que la province traverse depuis environ deux décennies. Cette étude essaie d'identifier ces conséquences en se basant sur les perceptions de la population par rapport à ce qu'elle estime être les conséquences les plus importantes des conflits armés. Environ 88% des enquêtés ont estimé que les conflits armés ont des effets sur leur niveau de vie et que ces effets se manifestent à travers

notamment la baisse du revenu (56.1%), la perte de l'emploi (14%), la perte de la terre (14.6%), la mort du chef de famille (14.9%).

Plus concrètement, le tableau suivant donne plus de détails sur les principales conséquences des conflits armés au Nord Kivu.

Graphique 19: les conséquences des conflits armés

	Observations	Fréquence
Non réponse	11	1.1%
Pillages et exploitations des ressources naturelles	634	64%
Prolifération des armes	602	60.7%
Viols des femmes	450	45.5%
Déplacement des populations	422	42.6%
Augmentation de la pauvreté et des inégalités	216	22%
Engloutissement de l'économie rurale	98	9.9%
Haine contre l'ethnie rivale	234	23.6%
Augmentation du nombre des jeunes désœuvrés	129	12%
Morts d'hommes	429	43.2%

Les deux conséquences les plus importantes identifiées par la population sont les pillages et exploitations des ressources naturelles (64% des enquêtés l'ont cité comme conséquence des conflits) et la prolifération des armes (60.7%). Il est en effet suffisamment documenté notamment par les différents rapports de l'ONU que les groupes armés profitent du chaos créé par l'instabilité dont ils sont l'origine pour exploiter illégalement les minerais et financer les mouvements. Soulignons cependant que la relation entre conflits armés et exploitation illégale des ressources naturelles est symétrique, c'est-à-dire que les conflits conduisent à une exploitation illégale des minerais mais il n'est pas exclu aussi que cette exploitation illégale des ressources soit la cause des conflits violents. L'explication de cette relation est que certains individus pour protéger leur business illégal constituent des milices armées qui n'hésitent pas à défendre violemment les mines qu'elles protègent.

A l'Est de la RDC, la prolifération des groupes armés nationaux et étrangers est facilitée par l'exploitation illégale des minerais qui leur génère des revenus importants pour financer les conflits.

En 2009, on estimait que la moitié des sites de minerais, concentrés au Kivu, était contrôlée par des groupes armés (rapport IPIS 2009), exploitant des enfants et des femmes. Ces conflits affectent aussi de

manière non négligeable la biodiversité est également. Ainsi par exemple, la population des éléphants en RDC était estimée à 7 000 en 2009 contre 100 000 il y a 20 ans, et un million au début du 20ème siècle.

C'est en 2002 qu'un groupe d'experts de Nations Unies ont établi pour la première fois un lien entre exploitation illégale des minerais et les conflits en RDC (Parlement Européen, 2015).

Beaucoup d'organismes internationaux et de chercheurs n'hésitent plus à qualifier la présence des ressources minières en RDC de malédiction compte tenu de l'insécurité, la pauvreté qui accompagne l'exploitation de ces ressources bien que celles-ci génèrent des recettes importantes pour beaucoup des pays africains. C'est le cas par exemple de la RDC et du Nigeria.

Les sites miniers attirent beaucoup des groupes armés souvent formés sur des bases ethniques et se livrent des batailles très meurtrières pour le contrôle de ces sites. Cependant, certains rapports font état d'une coopération entre différents groupes armés pour l'exploitation et la commercialisation des minerais. Il peut arriver qu'au lieu de se battre, différents groupes armés trouvent des arrangements mutuellement bénéfiques pour le partage des revenus générés par les minerais. Par exemple à Shabunda, dans le Sud Kivu, avant l'opération Kimia 2, l'exploitation et la commercialisée de minerais étaient assurées de manière pacifique par le FDLR FOCA et les FARDC. La zone de production était sous le contrôle de FDLR alors l'aéroport était contrôlé par les FARDC, ce qui a obligé les deux parties à coopérer (International Alert, 2010).

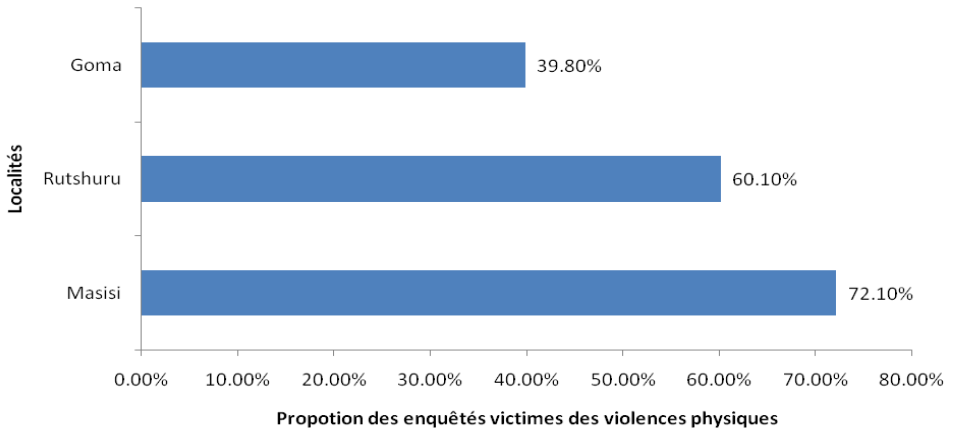
Des initiatives existent pour essayer de briser le lien entre conflits armés et exploitation illégale des minerais. A ces jours, deux initiatives peuvent être identifiées et se focalisent essentiellement de la traçabilité et de la chaîne d'approvisionnement de minerais. Il s'agit notamment des initiatives de l'Institut international de recherche sur l'étain (ITRI) et du Bureau fédéral allemand des géosciences et des ressources naturelles (BGR). L'initiative de l'ITRI pour une chaîne d'approvisionnement de l'étain (ITSCI) implique l'étiquetage et l'enregistrement des minerais à partir des sites d'exploitations, alors que le BGR utilise les normes de traçabilité

appartenant au système de certification de la chaîne logistique (*Atta-Asamoah et Githaiga, 2012*).

La prolifération des armes est la deuxième conséquence importante identifiée par la population. Comme déjà souligné dans ce travail, beaucoup des jeunes sont recrutés par les groupes armés et reçoivent normalement les armes pour combattre. Cependant, il a été établi qu'après les conflits, les différentes initiatives de désarmement ne permettent pas toujours de récupérer toutes les armes en circulation. Dans la mesure où aucune le désarmement de ces jeunes ne s'accompagne pas d'une proposition concrète d'emplois pour ces derniers, ils finissent par utiliser les armes cachées pour violenter la population pour gagner leur vie.

Les guerres en RDC ont fait plus des victimes civiles que militaires. Les femmes sont les premières victimes des violences physiques et sexuelles que génèrent les conflits armés. Nos résultats montrent par exemple que sur les 585 enquêtés qui ont été personnellement victimes de violences physiques pendant les conflits, 69.4% sont des femmes et seulement 31.6% des hommes.

Graphique 20: La proportion des enquêtés victimes des violences physiques par localité



Il ressort de ce graphique que c'est le territoire de Masisi qui compte la proportion la plus importante des personnes qui ont été violentées physiquement lors de conflits armés (72.1%). Cette proportion est de 60.1% à Rutshuru et 39.8% à Goma.

Par ailleurs, les violences sexuelles concernent presque exclusivement les femmes. Sur 102 enquêtés qui ont été victimes de ce type des violences, 93% sont des femmes.

Le viol est de plus en plus utilisé comme l'arme de guerre à l'Est de la RDC et le nombre des femmes victimes des viols orchestrés par les groupes armés ne cesse d'augmenter. Plus de 45% des enquêtés de cette étude ont en effet estimé que le viol des femmes est l'une des conséquences importantes des conflits armés dans la province du Nord Kivu. En effet, On estime qu'en RDC environ 500000 femmes ont été victimes de violences sexuelles depuis 1996 (<http://www.adequations.org/spip.php?article2050>, accédé le 25 Avril 2015) et le chiffre réel doit normalement être supérieur à cette statistique étant donné beaucoup de cas de viols ne sont reportés à la police, justice ou hôpitaux. Une autre statistique fait état de plus de 40000 femmes violées et mutilées de la province du Sud Kivu ont déjà été soignées à l'hôpital de Panzi du Dr Denis Mukwege.

Soulignons que bien que les violences sexuelles aient été utilisées depuis plusieurs siècles dans les conflits armés, c'est seulement en 1992 que le Conseil de Sécurité, à la suite des viols massifs contre les femmes musulmanes en Ex Yougoslavie, a déclaré le viol contre les femmes comme un crime international qui devrait être puni par la loi. Cependant il faudra attendre 9 ans, soit en 2001 pour que le viol soit reconnu comme crime contre l'humanité au même titre que la torture et l'extermination et voire un premier viol par le tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (<http://www.un.org/fr/preventgenocide/rwanda/about/bgsexualviolence.shtml>, accédé le 25 Avril 2015).

En RDC, les conflits ont fait des conséquences incalculables sur les populations de l'Est de la RDC. Des estimations faites en 2008 ont fait état d'environ 6 millions de victime de guerre, qui sont soit mortes soit déplacées à cause de la guerre. Il y a unanimité dans les études que les femmes et les enfants sont les principales victimes de ces conflits et représentent par exemple 75 % des personnes réfugiées ou déplacées de guerre suite aux conflits armés.

En période de forte instabilité, l'augmentation de la pauvreté et des inégalités concerne plus les femmes que les hommes. Pour la RDC, les statistiques sur la pauvreté montrent par exemple que 61,2% des femmes vivent en dessous du seuil de pauvreté contre 59,3% et que 61,15% des ménages dirigés par les femmes vivent en dessous du seuil de pauvreté contre 54,32 % des ménages dirigés par les hommes (Ministère du Genre, famille et de l'enfant, 2009).

La plupart des femmes en RDC sont concentrées dans l'agriculture. Les statistiques font état de plus de 70% des femmes congolaises qui sont occupées par l'agriculture. Etant donné que ce secteur agricole est le plus affecté par les conflits armés, surtout dans la province du Nord Kivu, il est par conséquent normal que les femmes qui représentent le groupe de la population le plus actif dans ce secteur, soient aussi très affectées par les guerres répétitives que cette province a connues.

La RDC a battu tous les records en ce qui concerne les violences sexuelles. Un rapport du Ministère RD Congolais du Genre, famille et de l'enfant de 2009 estime que sur l'ensemble de 6000 cas de violences sexuelles qui ont été enregistrées durant cette année à cause des conflits armés, environ 99,2 % des victimes étaient de sexe féminin et seulement 0,8% de sexe masculin. Selon ce rapport, les conséquences de ces violences sexuelles sont multiples et peuvent prendre plusieurs formes :

- Esclavage sexuel,
- Maternités précoces et Maternités non désirées,
- Destruction des organes génitaux,
- Contamination massive au VIH et Sida,
- Déplacements massifs, Errance,
- Dislocation familiale et marginalisation, Traumatismes psycho sanitaires,
- Aggravation de la pauvreté féminine
- etc

Les violences sexuelles ont été utilisées dans d'autres pays comme armes de guerre. C'est le cas par exemple du Rwanda en 1994, où de 100 000 à 250 000 femmes ont été violées durant les trois mois du génocide. Les Nations Unies évaluent à plus de 60 000 le nombre de

femmes qui ont été violées durant la guerre civile en Sierra Leone (1991-2002), plus de 40 000 au Libéria (1989-2003), jusqu'à 60 000 dans l'ex-Yougoslavie (1992-1995) et 200 000 au moins en République démocratique du Congo depuis 1998 (<http://www.un.org/fr/preventgenocide/rwanda/about/bgsexualviolence.shtml>, accédé le 25 Avril 2015).

D'autres conséquences importantes des conflits armés ont le déplacement de la population (pour 42,6% des enquêtés), la mort d'hommes (43,2%), la haine ethnique (23%) et l'augmentation de la pauvreté et des inégalités (22%). Les conséquences de moindre importance identifiées par la population sont notamment l'augmentation des orphelins, l'incendie des villages, le développement de la maladie du cœur, manque d'éducation, extériorisation et absence du développement économique.

S'agissant de la pauvreté comme conséquence des conflits armés, une étude de Pole Institute (2014) explique que les conflits armés qui durent longtemps finissent par appauvrir la population. Pour la province du Nord Kivu, la production agricole a sensiblement baissé pendant la période de conflits. La production de certains produits comme le haricot, le maïs, l'arachide, les têtes de caprins, ovins a sensiblement baissé atteignant des niveaux dix fois inférieure au niveau d'avant guerre (PNUD RDC, 2004).

Dans son étude de Pole Institute sur l'impact des conflits sur la production du café dans les localités de Ntamugenga, Kibirizi et Minova, il a été démontré que 80% de la population ont estimé que le travail agricole a été négativement affecté par les conflits armés. Les caféiculteurs ont estimé que c'est la combinaison des plusieurs facteurs qui aboutissent à l'appauvrissement des agriculteurs en période des conflits. Il s'agit notamment de l'abandon des activités agricoles, l'absence des investissements et la baisse des prix aboutissant à la baisse de la production.

En effet, l'instabilité politique non seulement rend l'exploitation de la terre impossible mais provoque aussi le déplacement de la population et l'enrôlement de la jeunesse dans les groupes armés

provoquant de ce fait une baisse importante de la main d'œuvre agricole.

Par ailleurs cette baisse de la production agricole a eu comme conséquence la flambée des prix des denrées alimentaires de base surtout pour les grandes villes comme Goma qui s'approvisionnent essentiellement de milieux ruraux en proie à l'instabilité. Morisho (2014) démontre par exemple que le prix de la braise, communément appelée le « Makala », a augmenté d'environ 317% alors que celui du Manioc a augmenté de 305% pendant la période forte instabilité. En effet, le Tableau montre que les périodes de forte instabilité s'accompagnent d'une augmentation de la rareté de certains produits avec corollaire la hausse des prix. Par contre pendant les périodes de relative stabilité, par exemple entre 2006-2007, on constate une relative stabilité ou baisse des prix de certains produits de première nécessité.

Tableau 20: Evolution des prix des quelques produits agricoles sur le marché de Goma entre 2001 et 2009 (en USD)

Produits	2001	2003	2007	2009	Variation du prix (2001-2009)
Braise (Sac de 30 kg)	7.69	5,27	18,03	32.09	+317%
Manioc	0.43	0,40	0,91	1.74	+305%
Poulet	4,86	6,2	7,01	12,86	+164%
Tomates (1 kg)	0,20	0,15	0,18	0,36	+79%
Haricots (100kg)	36,54	24	45,08	60	+64%
Viande de bœuf (1kg)	3,08	2,67	2,73	4,96	+61%
Huile de Palme (72 cl)	0,77	0,60	0,67	1,14	+49%

Source: Morisho (2014)

Après avoir identifié de manière générale les conséquences des conflits armés, nous nous attarderons dans ce qui suit sur les perceptions de la population sur les conséquences de chaque cause des conflits identifiée dans les sections précédentes.

2.9. L'appréciation des conséquences des différentes causes des conflits par les populations

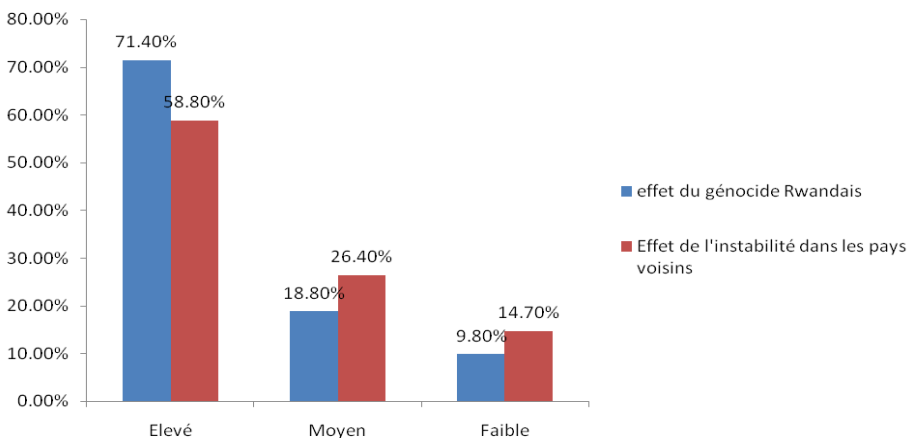
Cette section essaie de mesurer l'effet des causes des conflits identifiés par la population. Comme nous avons identifié les causes externes et internes des conflits, cette section va aussi distinguer les conséquences des conséquences des causes externes et internes.

2.9.1. Conséquences des causes internes

Deux causes externes aux conflits à l'Est de la RDC ont été identifiées : le génocide Rwandais et l'instabilité dans les pays voisins. Le graphique qui suit essaie d'identifier l'effet de ces causes de conflits sur la vie de la population du Nord Kivu.

Une comparaison des effets de ces deux causes externes des conflits montrent que le génocide rwandais a des effets sur les conditions de vie de la population de loin plus importants que les effets de l'instabilité dans les pays voisins. En effet, plus de 71% des nos enquêtés ont estimé que les effets du génocide rwandais sont plus élevés contre seulement 58.8% pour l'instabilité dans les pays voisins et 9.8% des enquêtés considèrent les effets du génocide sont plutôt faibles. Ce pourcentage est de 14.7% pour l'instabilité dans les pays voisins.

Graphique 21: Effets du génocide Rwandais et de l'instabilité dans les pays voisins de la RDC sur les conditions de vie de la population du Nord Kivu



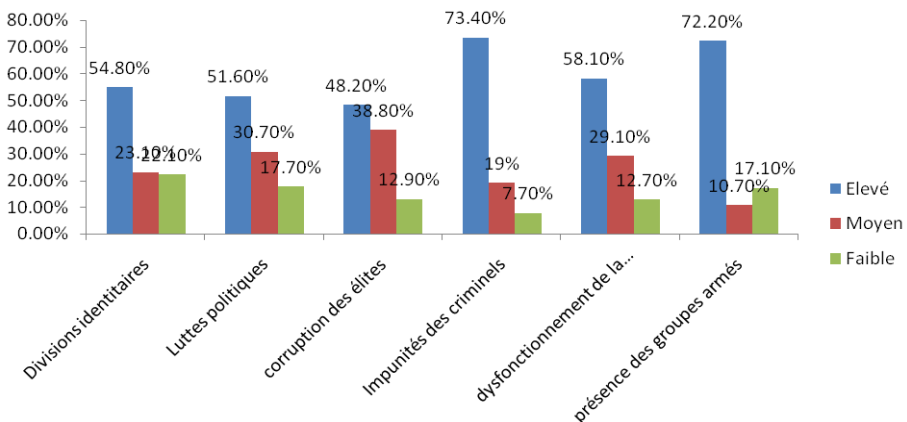
2.9.2. Conséquences des causes internes

Les causes internes aux conflits au Nord Kivu ont été regroupées en deux grandes catégories des causes aux conflits : les causes politiques et les causes économiques. De ce fait, les conséquences des causes internes des conflits seront aussi éclatées en conséquences des causes politiques et conséquences de causes économiques.

2.9.2.1. Effets de causes politiques

Les divisions identitaires, la présence des groupes armés, les luttes politiques pour l'accès au pouvoir, la corruption, l'impunité, la faiblesse et dysfonctionnement des institutions de justice, sécurité, armée et police sont les principales causes politiques des causes au Nord Kivu identifiées par les populations de Goma, Rutshuru et Masisi. Le niveau de conséquences des ces différences causes politiques sont résumées dans le graphique ci bas et montre que selon l'appréciation de la population, c'est l'impunité des criminels qui semble avoir l'effet le plus important sur la vie de tous les jours de la population. 73.4% des enquêtés considèrent que les effets de cette cause des conflits sont plus élevés, suivi de la présence des groupes armés (72.2%), de la faiblesse et dysfonctionnement des institutions de justice, sécurité, armée et police (58.1%), des divisions identitaires (54.8%) et des luttes politiques (51.6%).

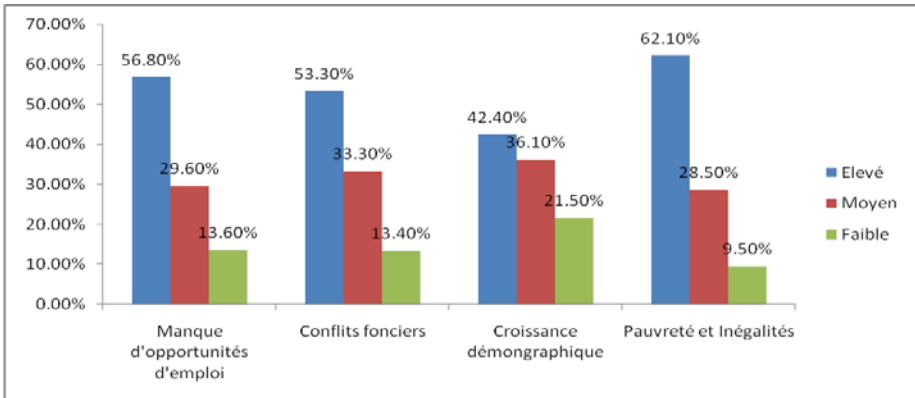
Graphique 22: les effets des causes politiques internes des conflits au Nord Kivu



2.9.2.2. Effets de causes économiques des conflits

Les causes économiques internes de conflits identifiées par la population sont le manque d'opportunités d'emplois, la recherche des terres et les conflits fonciers, une croissance démographique forte, la pauvreté et les inégalités. Une analyse des conséquences de toutes ces causes économiques démontre que ce sont les inégalités et la pauvreté qui ont des effets les plus importants sur la vie de la population (c'est l'avis de 62.1% des enquêtés), suivi de manque d'opportunités d'emploi (56.8%), des conflits fonciers (53.3%) et de la croissance démographique (42.4%).

Graphique 23: Les effets des causes économiques internes des conflits au Nord Kivu



De manière générale, nos résultats démontrent que les causes politiques des conflits ont des effets beaucoup plus importants sur la vie de la population que les causes économiques des conflits au Nord Kivu.

Conclusion

Les conflits au Nord Kivu ne sont récents. Cette étude a démontré que déjà avant la colonisation, les territoires de Masisi et Walikale ont fait l'objet des nombreuses exactions de la part des esclavagistes. Les conflits armés après l'indépendance ont eu des fondements fonciers et identitaires.

Cette recherche a permis d'identifier les principales causes et conséquences des conflits récents au Nord Kivu. S'agissant des causes, l'étude a identifié deux types principaux de causes de conflits : les causes internes et les causes externes. Deux causes externes ont été mentionnées par les enquêtés : le génocide rwandais et l'instabilité dans les pays voisins. La population estime que l'instabilité que le Rwanda a connue et l'une de ses conséquences importantes qu'est le génocide, ont été une source non négligeable des conflits au Nord Kivu. Les zones sélectionnées dans cette étude étant frontalières du Rwanda, il est normal que l'instabilité dans ce pays et ses conséquences puissent avoir des répercussions sur la RDC. Ce sentiment semble cependant être plus important dans les milieux ruraux que dans les milieux urbains.

S'agissant des causes internes, une distinction a été faite entre les causes politiques et identitaires et les causes économiques de conflits. Les divisions identitaires, l'avidité et la corruption des élites politiques, la manipulation des identités, les luttes politiques pour l'accès au pouvoir, la faiblesse et dysfonctionnement des institutions de justice, sécurité, armée et police et l'impunité des criminels de guerre sont les principales causes politiques et identitaires des conflits identifiés par la population.

Les causes économiques aux conflits soulevées par la population sont entre autres le manque d'opportunités d'emplois, la recherche des terres et les conflits fonciers, une croissance démographique forte, la pauvreté et les inégalités.

Au final, l'analyse des causes des conflits a démontré que les conflits fonciers suivies de la présence des groupes armés et l'impunité des

criminels de guerre sont aux yeux de la population les principales causes des conflits au Nord Kivu. Cette étude a porté une attention particulière aux conflits fonciers compte tenu de son importance comme cause des conflits fonciers au Nord Kivu.

Notre recherche montre que les causes de conflits fonciers sont multiples. Les causes principales sont, selon la population, la démographie galopante, un nombre important des grands propriétaires terriens, l'absence du droit de la propriété, l'exiguïté des terres, la présence des déplacés, la présence des réfugiés et la présence des groupes armés. Elle estime aussi que les acteurs jouant un rôle très actifs dans ces conflits sont les groupes armés, la famille, les voisins et les rapatriés congolais réfugiés dans les pays voisins.

S'agissant des conséquences des conflits armés, les enquêtés ont cité notamment le pillage et exploitation des ressources naturelles, la prolifération des armes, le viol des femmes, le déplacement des populations, l'augmentation de la pauvreté et des inégalités, la haine contre l'ethnie rivale, l'augmentation du nombre des jeunes désœuvrés, la mort d'hommes, etc. Cependant la population a identifié le pillage et exploitation des ressources naturelles, la prolifération des armes et les violences sexuelles comme les principales conséquences des conflits armés. Environ 99,2 % des victimes de ces violences sont de sexe féminin et seulement 0,8% de sexe masculin. Concernant les violences sexuelles à l'égard des femmes, les statistiques font état d'au moins 200 000 femmes violées en République démocratique du Congo depuis 1998.

Cette recherche a permis d'identifier les principales causes des conflits au Nord Kivu, selon la perception de la population. Pour rappel, il s'agit des conflits fonciers, la présence des groupes armés et l'impunité des criminels de guerre. Les recommandes qui peuvent être avancées pour résoudre les conflits armés doivent par conséquent se focaliser sur ces causes :

- Les problèmes de conflits fonciers doivent être résolus en s'attaquant à ses causes démontrées dans ce travail. Des initiatives dans ce sens sont déjà faites par le UN Habitat, mais compte tenu des causes diverses de ces conflits, une forte

implication du gouvernement congolais est d'une importance capitale

- Le gouvernement congolais fournit beaucoup d'efforts dans la lutte contre les groupes armés. Avec l'aide la communauté internationale, elle a par exemple défait le groupe armé M23 en 2013. Cependant, beaucoup reste à faire pour se débarrasser d'autres groupes armés qui sèment pillent les ressources naturelles et tuent les populations civiles. C'est le cas notamment de rebelles FDLR et de Mai Mai.
- Enfin, l'établissement définitif de la paix ne sera pas possible si les criminels de guerre ne sont pas identifiés et sanctionnés. Il appartient au gouvernement congolais et à la communauté internationale de jouer un rôle très actif dans l'arrestation de tous ces criminels et de les déférer devant la justice.

Bibliographie

Andrews Atta-Asamoah et NyamburaGithaiga (2012) Regler la Crise 'Autour des Minerais du Conflit' dans la Region des Grands Lacs, Policy Brief N. 36, Institute for Securities Studies

International Alert (2010), the role of the exploitation of natural resources in fuelling and prolonging crises in the eastern DRC,

Jason Stearns (2012), Contexte historique du conflit dans la province du Nord-Kivu, à l'est du Congo, l'Institut de la Vallée du Rift Nord-Kivu ; Londres

Ministère du Genre, famille et de l'enfant (2009), Stratégie Nationale de Lutte Contre les Violences, basées Sur Le Genre (SNVBG), Kinshasa

Ministère du Plan, Monographie de la Province du Nord Kivu, Kinshasa, 2005

Morisho Mwana Biningo Nene, A New Institutional Economics Approach to Small Cross Border Business, A Case Study of Goma-Gisenyi Border, Edition NMP Verlag, Germany, 2014

Parlement Européen (2015), Les minéraux des conflits. La proposition de règlement européen, Bruxelles

UNDP Congo (2004), les transformations des relations économiques dans les zones de conflit Nord Kivu et Maniema, Kinshasa (travail réalisé par Kabanga Musau Donatien)